



**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties au Protocole de Kyoto**

Dix-septième session

Charm el-Cheikh, 6-18 novembre 2022

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties à l'Accord de Paris**

Quatrième session

Charm el-Cheikh, 6-18 novembre 2022

Point 8 d) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au financement

Questions relatives au Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3 par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP). Il contient des informations portant sur la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, notamment sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, et sur les décisions et les dispositions prises par le Conseil du Fonds, dont la CMP et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) sont invitées à prendre note, selon qu'il conviendra. Un additif portant sur la période allant du 1^{er} juillet au 12 octobre 2022 sera publié après la trente-neuvième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes	4
I. Introduction	5
A. Mandat	5
B. Objet du rapport.....	5
II. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa dix-septième session ou la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa quatrième session.....	5
III. Activités menées pendant la période considérée	8
A. Élection du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l'adaptation	8
B. Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	8
C. Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2022.....	9
D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation.....	9
E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation	9
F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur	9
G. Accréditation des entités d'exécution	10
H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	10
I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation	11
J. Suivi du portefeuille	12
K. Stratégie à moyen terme (2018-2022).....	12
L. Mesures prises face à la pandémie de COVID-19	17
M. Évaluation du Fonds pour l'adaptation	18
N. Participation à des réunions et à d'autres manifestations.....	19
O. Communications	19
IV. Appui apporté au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour l'exécution de son mandat	19
V. Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris	20
VI. Liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres organes relevant de la Convention.....	22
Annexes	
I. Adaptation Fund Board members and alternate members as at 30 June 2022	24
II. Approved and actual budget for fiscal year 2022 and approved budget for fiscal year 2023 for the Adaptation Fund Board, its secretariat and the trustee, and for fiscal years 2023–2024 for the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund and its secretariat	25
III. Accredited implementing entities.....	26
IV. Participation in meetings and events during the reporting period	28
V. Examples of gender-sensitive and -responsive interventions in Adaptation Fund projects approved during the reporting period.....	30
VI. Communications	31

VII.	Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board between 1 July 2021 and 30 June 2022	32
VIII.	Status of the portfolio of the Adaptation Fund	43
IX.	Response of the Adaptation Fund Board to the guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its sixteenth session and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement at its third session.....	56
X.	Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2022, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement.....	59

Abréviations et acronymes

PFA*	Aide à la formulation de projets
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CSE	Centre de surveillance écologique du Sénégal
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
CASM	Comisión de Acción Social Menonita (Comité d'action sociale mennonite du Honduras)
PPRC	Comité d'examen des programmes et projets
CET	Comité exécutif de la technologie
CPF	Comité permanent du financement
COP	Conférence des Parties
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
CPDAE	Communauté des entités bénéficiant d'un accès direct
FIDA	Fonds international de développement agricole
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FVC	Fonds vert pour le climat
Fundecooperación*	Fundecooperación for Sustainable Development
TERG	Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
OMM	Organisation météorologique mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PMA	Pays les moins avancés
PEID	Petits États insulaires en développement
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UN-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
SAD	Société andine de développement
PFG*	Subvention pour la formulation de projets
URCE	Unité de réduction certifiée des émissions

* Abréviations utilisées uniquement dans les tableaux.

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la COP a décidé de créer le Fonds pour l'adaptation¹. À sa troisième session, la CMP a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation, appuyé par un secrétariat et un administrateur².
2. À sa troisième session, la CMP a demandé au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire rapport de ses activités à chacune de ses sessions. Elle a invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil et la Banque mondiale à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds pour l'adaptation, à titre provisoire dans les deux cas³.
3. La CMA, à sa première session, et la CMP, à sa quatorzième session, ont décidé que le Fonds pour l'adaptation concourrait à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019. À sa quatorzième session, la CMP a en outre décidé que le Fonds ne concourrait plus à l'application du Protocole de Kyoto une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris serait disponible⁴.

B. Objet du rapport

4. Le présent rapport contient des informations détaillées sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation (ci-après le Fonds), en particulier dans l'exécution des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP et la CMA devraient prendre, selon qu'il conviendra. Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.

II. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa dix-septième session ou la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa quatrième session

5. La CMP ou la CMA souhaiteront peut-être prendre note des informations communiquées par le Conseil au sujet de la mise en œuvre des orientations données par la CMP à sa seizième session⁵ et par la CMA à sa troisième session⁶, qui figurent dans l'annexe IX.
6. Le Conseil invite la CMP ou la CMA à prendre note des principaux chiffres, mesures et décisions, présentés ci-après pour la période considérée :
 - a) Le Conseil a pris des décisions politiques et stratégiques importantes concernant l'élaboration de la prochaine stratégie à moyen terme (2023-2027) et de la prochaine stratégie de mobilisation des ressources, ainsi que l'approbation d'une nouvelle politique d'évaluation ;

¹ Voir décision 10/CP.7, par. 1.

² Voir décision 1/CMP.3, par. 3.

³ Voir décision 1/CMP.3, par. 5 l), 19 et 23.

⁴ Voir décision 13/CMA.1, par. 1, 2, 3 et 5 et décision 1/CMP.14, par. 1 à 3.

⁵ Voir décision 3/CMP.16.

⁶ Voir décision 13/CMA.3.

b) Des consultations ouvertes et inclusives avec les parties prenantes ont éclairé la décision du Conseil d'élaborer la prochaine stratégie à moyen terme en s'appuyant sur les succès de la stratégie actuelle (2018-2022) et en améliorant encore le cadre stratégique en vue de consolider l'avantage comparatif du Fonds pour l'adaptation et d'en optimiser l'action positive⁷. La prochaine stratégie à moyen terme devrait mettre l'accent sur l'adaptation pensée par et pour les communautés locales, et sur le renforcement des liens et des synergies entre les trois axes stratégiques (action, innovation, apprentissage et partage) ;

c) Le Conseil a examiné les modifications apportées aux politiques et directives opérationnelles et aux priorités, mesures et directives stratégiques du Fonds⁸ et a décidé de lancer un questionnaire d'enquête sur le Conseil et de poursuivre son examen de la question ;

d) Les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation atteignaient 1 235,06 millions de dollars des États-Unis (ci-après dollars), dont 211,80 provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 982,00 de contributions et 41,26 de revenus de placements produits par le solde du fonds d'affectation spéciale. Au cours de la période considérée, les recettes se sont chiffrées à 127,65 millions de dollars, dont 3,42 provenant de la monétisation des URCE, 123,18 de contributions additionnelles et 1,05 de revenus de placements ;

e) Des contributions d'un montant de 123,18 millions de dollars ont été reçues de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Irlande, de l'Islande, du Japon, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, ainsi que des gouvernements des régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale de Belgique et du gouvernement provincial du Québec ;

f) Le montant des contributions impayées au titre des accords signés équivalait à 43,86 millions de dollars, tandis que l'équivalent de 236,30 millions de dollars de contributions annoncées n'avait pas encore été versé ;

g) 219,25 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement ;

h) En 2021, le Conseil a reçu des annonces de contributions à hauteur de 349 millions de dollars de la part de l'Allemagne, du Canada, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de l'Irlande, de l'Islande, de la Norvège, du Qatar, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Suisse, de l'Union européenne, ainsi que des gouvernements des régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale de Belgique et du gouvernement provincial du Québec, alors qu'il s'était fixé pour objectif de mobiliser 120 millions de dollars par an pour l'exercice biennal 2020-2021. En 2022, une contribution, de 6,02 millions de dollars, a été reçue du Japon ;

i) Une entité d'exécution nationale et deux entités d'exécution régionales ont été accréditées par le Conseil (l'entité nationale ayant obtenu un accès direct aux ressources du Fonds), ce qui porte le nombre total d'entités d'exécution à 34 entités d'exécution nationales (10 dans les PMA et sept dans les PEID), neuf entités régionales et 14 entités multilatérales. Sur ces 57 entités d'exécution accréditées, 33 ont été réaccréditées (17 entités d'exécution nationales, 5 entités régionales et 11 entités multilatérales) ;

j) Les approbations de projets et de programmes ont poursuivi leur tendance à la hausse en augmentant de 11 % en cumulé, pour atteindre 929,72 millions de dollars ;

k) Les nouvelles approbations de financement, y compris pour des propositions concrètes de projets nationaux et régionaux (multinationaux), les propositions de subventions dans le cadre de la stratégie à moyen terme et les subventions pour le développement de la capacité d'accès direct, atteignent un montant 94,1 millions de dollars ;

l) Huit propositions de projets ou de programmes nationaux soumises par des entités d'exécution ont été approuvées, pour un montant total de 53,0 millions de dollars, dont deux propositions soumises par l'entité d'exécution nationale pour l'Indonésie, d'un montant de 1,8 million de dollars, une proposition soumise par une entité régionale pour Trinité-et-Tobago, d'un montant de 10,0 millions de dollars, et cinq propositions soumises

⁷ Voir <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

⁸ En application de la décision 3/CMP.16, par. 6.

par des entités multilatérales, d'un montant total de 41,3 millions de dollars, pour la Côte d'Ivoire, Djibouti, Haïti, le Kirghizistan et la Malaisie ;

m) Trois projets régionaux (multinationaux) ont été approuvés et financés à hauteur de 39,9 millions de dollars, dont 11,9 millions pour l'Angola et la Namibie ; 14,0 millions de dollars pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo ; et 14,0 millions de dollars pour le Tchad et le Soudan ;

n) Les décaissements cumulés pour les 132 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds ont atteint 567,84 millions de dollars, dont 76,40 millions ont été décaissés pendant la période considérée. Au total, 80 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels 5 venaient d'être lancés et 10 autres s'achevaient. La plus grande partie des subventions a été allouée à des projets menés dans le domaine de l'agriculture (14,6 %), suivi par la sécurité alimentaire (14,3 %) et la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte rapide (12,2 %) ;

o) L'augmentation des demandes de financement adressées au Fonds est illustrée par l'augmentation de près de 20 % de la valeur des projets et des programmes en préparation, qui s'élève désormais à un total de 333,7 millions de dollars ;

p) Le Conseil a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, les sixième et septième cycles d'examen des guichets de financement pour l'innovation, l'apprentissage et l'extension des projets ayant abouti à l'approbation de deux propositions de subventions de faible montant en faveur de l'innovation, d'un montant total de 500 000 dollars, et à l'approbation d'une subvention en faveur de l'apprentissage d'un montant de 149 994 dollars, le PNUD et le PNUE et le CRTC ayant respectivement accordé des micro-subventions à 22 et 10 candidats dans le cadre de la deuxième année de mise en œuvre de l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation ;

q) Le Conseil a continué à progresser dans la mise en œuvre de nouvelles activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme en mettant à profit d'importantes subventions pour l'innovation (ce qui a donné lieu à l'examen de sept propositions) et le nouveau guichet de financement visant à faciliter l'accès direct (ce qui a donné lieu à l'approbation d'une proposition de concept d'accès direct amélioré), ainsi qu'en approuvant des orientations destinées aux entités d'exécution sur l'application des indicateurs pour les propositions complètes de projets ou de programmes d'innovation ;

r) Dans le cadre de ses activités de gestion des savoirs, le Conseil a notamment inauguré un cours en ligne sur l'accès aux subventions pour l'extension des projets, organisé un salon virtuel des connaissances animé par l'entité d'exécution nationale pour l'Inde dans le cadre d'une manifestation internationale de mise en commun des connaissances et publié trois supports de connaissances sur des thèmes émergents majeurs en rapport avec l'adaptation au climat, notamment les stratégies transfrontalières et l'engagement des jeunes, et le processus d'accréditation simplifié du Conseil ;

s) Le Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds a continué, essentiellement dans le cadre de manifestations en ligne, à fournir un appui à la préparation et au renforcement des capacités aux entités d'exécution nationales accréditées et aux pays en développement pour améliorer l'accès au financement de l'action climatique, notamment par le biais de séminaires, d'ateliers et de programmes d'enseignement axés sur l'accès aux subventions du Fonds, l'innovation, l'accréditation, l'amélioration de l'accès direct et l'échange de connaissances Sud-Sud ;

t) À l'appui de la mise en œuvre des versions actualisées de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action pour l'égalité des sexes du Fonds⁹, le Conseil a mis à jour les orientations destinées aux entités d'exécution sur le respect de cette politique et a publié une étude sur les stratégies intersectionnelles de l'intégration des questions de genre dans l'adaptation ;

⁹ Voir <https://www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/>.

u) Le Conseil a examiné et approuvé des initiatives de renforcement de la participation de la société civile aux travaux du Fonds et a examiné plus avant l'opportunité d'élaborer une politique ou des lignes directrices sur la participation de la société civile ;

v) Il a continué à mettre en œuvre ses mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 et les mesures d'adaptation qu'il avait mises en place pour en atténuer les effets sur le portefeuille du Fonds et les nouveaux programmes et à faire preuve de souplesse avec les pays et les entités d'exécution en approuvant 12 demandes d'extension de projet sans coût additionnel ;

w) Le Conseil a mené un travail de communication et diffusé des messages ciblés à l'intention de ses partenaires et des acteurs du financement de l'action climatique au sens large, sur des thèmes comme l'extension des projets du Fonds, la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme actuelle et l'élaboration de la prochaine, et le rôle du Fonds dans le renforcement de la résilience de manière plus générale ;

x) Le Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation a élaboré un projet de politique d'évaluation pour le Fonds, destiné à remplacer le cadre d'évaluation actuel, qui a été approuvé par le Conseil, a mis en œuvre deux évaluations rétrospectives pilotes et a achevé l'examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme ;

y) La création de ponts entre le Fonds et d'autres organes de la CCNUCC, tels que le Comité de l'adaptation, le CRTC, le FVC, le FEM, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, le Comité permanent du financement et le Comité exécutif de la technologie, a été encouragée. Le Conseil a tissé davantage de liens entre le Fonds et le FVC, notamment en mettant en place d'un cadre pour promouvoir l'extension des projets financés et la communauté des entités bénéficiant d'un accès direct (CPDAE). Soucieux de renforcer la complémentarité et la cohérence entre les différents fonds pour le climat, le Conseil a participé aux cinquièmes rencontres annuelles des organismes de financement du climat, qui se sont tenues en marge de la COP 26, et a contribué à la déclaration commune sur le renforcement de la complémentarité et de la collaboration¹⁰.

III. Activités menées pendant la période considérée

7. Le Conseil a tenu deux réunions à distance via un système de conférence en ligne, en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds¹¹.

A. Élection du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l'adaptation

8. À sa trente-huitième réunion, le Conseil a élu par consensus¹² Albara Tawfiq (Arabie Saoudite, États d'Asie-Pacifique) à sa présidence et Antonio Navarra (Italie, États d'Europe occidentale et autres États) à sa vice-présidence.

B. Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. Plusieurs membres et membres suppléants du Conseil ont été remplacés à la suite des élections qui ont eu lieu en marge de la COP 26 et entre les sessions. Une liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe I.

¹⁰ Voir <https://www.adaptation-fund.org/a-joint-statement-by-the-secretariats-of-the-af-gcf-gef-and-cifs-on-enhanced-complementarity-and-collaboration/>.

¹¹ <http://www.adaptation-fund.org>.

¹² Conformément au paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3.

C. Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2022

10. Le Conseil a adopté son calendrier des réunions pour 2022 (voir le tableau ci-après). Sa trente-huitième réunion, qui devait initialement se dérouler entièrement en personne, s'est finalement tenue sous forme hybride en raison de la situation sanitaire¹³.

Tableau 1

Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2022

<i>Réunion et dates</i>	<i>Lieu</i>
38 ^e réunion, 7-8 avril (hybride)	Bonn ^a
39 ^e réunion, 11-14 octobre (hybride)	Bonn ^a

^a Conformément au paragraphe 18 du règlement intérieur du Conseil

D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation

11. L'administrateur a vendu 33,03 millions d'URCE du Fonds, ce qui a rapporté 211,80 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'était élevé à 3,42 millions de dollars au cours de la période considérée, et il restait 10,81 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil¹⁴. À ce jour, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 567,84 millions de dollars (voir annexe X).

12. Un montant de 219,25 millions de dollars était disponible pour de nouvelles approbations de financement.

E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

13. À sa trente-huitième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire 2023^{15, 16}.

F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

14. À sa trente-huitième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation des ressources à l'appui des activités du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2023 (voir l'annexe II)¹⁷. Le montant estimatif des dépenses d'administration du Conseil, du secrétariat, de la fonction d'évaluation et de l'administrateur approuvées pour l'exercice budgétaire 2023 s'élevait à 10 421 313 dollars, soit une hausse de 17,8 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent. Le budget approuvé permet de financer l'exécution d'une série d'activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme ainsi que l'évaluation des projets et opérations du Fonds. En outre, le Conseil a approuvé le budget glissant de 1 336 413 dollars de sa fonction d'évaluation (le TERG et son secrétariat) pour l'exercice budgétaire 2024.

¹³ Conformément au paragraphe 18 du règlement intérieur du Conseil, la réunion est considérée comme s'étant tenue au siège du secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques à Bonn.

¹⁴ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/cer-monetization-program-guidelines-updated-march-2012/>.

¹⁵ Les exercices budgétaires courent du 1^{er} juillet au 30 juin (l'exercice 2023 court donc du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023).

¹⁶ Voir décision B.38/45 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹⁷ Voir décision B.38/46 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

G. Accréditation des entités d'exécution

15. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni deux fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu Kevin Adams (États-Unis, parties visées à l'annexe I) à la présidence et Patience Damptey (Ghana, États d'Afrique) à la vice-présidence du Groupe. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

16. Le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts et a approuvé l'accréditation d'une nouvelle entité d'exécution nationale, la Fondation Palli Karma-Sahayak du Bangladesh, et de deux entités régionales, la Communauté du Pacifique et le Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques. À la fin de la période considérée, on comptait 34 entités d'exécution nationales, 9 entités régionales et 14 entités multilatérales, dont 10 entités nationales dans les PMA et 7 dans les PEID. Au 30 juin 2022, 11 entités nationales candidates de PMA et 7 entités nationales candidates de PEID avaient présenté une demande d'accréditation. Sur les 57 entités d'exécution accréditées au 30 juin 2022, 33 (17 entités nationales, 5 entités régionales et 11 entités multilatérales) avaient été réaccréditées. Une liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe III.

H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

17. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets se sont réunis deux fois au cours de la période considérée, en marge des trente-septième et trente-huitième réunions du Conseil. Mattias Broman (Suède, États d'Europe occidentale et autres États) a été élu à la présidence et Michai Robertson (Antigua-et-Barbuda, PEID) à la vice-présidence du Comité de l'éthique et des finances, et Fatou Ndeye Gaye (Gambie, États d'Afrique) a été élue à la présidence et Susana Castro-Acuña Baixauli (Espagne, États d'Europe occidentale et autres États) à la vice-présidence du Comité d'examen des programmes et projets. Les comités ont également travaillé à distance entre les sessions et ont fait des recommandations au Conseil.

18. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2021, le projet de politique d'évaluation du Fonds, l'examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme et le plan de travail et les dépenses d'administration du Conseil, du secrétariat, de la fonction d'évaluation et de l'administrateur pour l'exercice budgétaire 2023, a formulé des recommandations au Conseil à leur sujet et a fourni des renseignements actualisés sur les rapports de la Présidente du Groupe technique de référence.

19. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait passé en revue 23 ébauches et 18 propositions complètes concernant des projets nationaux, soit 33 propositions de projets distinctes. Il avait aussi examiné quatre ébauches préliminaires, trois ébauches et neuf propositions complètes concernant des projets et programmes régionaux multinationaux, soit 14 propositions de projets et programmes distincts, ainsi que trois propositions de subventions de faible montant pour l'innovation et une proposition de subvention pour l'apprentissage.

20. En outre, le Comité d'examen des programmes et projets a reçu les premières propositions pour de grands projets d'innovation et a amélioré l'accès direct. Il a examiné quatre propositions distinctes de projets liés à l'accès direct amélioré, dont une proposition complète et trois ébauches, et sept propositions distinctes pour de grands projets d'innovation, dont un projet national, quatre ébauches de projets nationaux et deux ébauches préliminaires de projets régionaux.

I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation

21. Pendant les réunions tenues au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé huit propositions nationales de financement d'un montant total de 53,0 millions de dollars et trois propositions multinationales régionales de financement pour un montant total de 39,9 millions de dollars (voir l'annexe VI). Des propositions nationales de financement ont été approuvées ou recommandées pour approbation pour la Côte d'Ivoire, Djibouti, Haïti, l'Indonésie (deux propositions), le Kirghizistan, la Malaisie et Trinidad et Tobago. Les propositions régionales qui ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux concernaient l'Angola et la Namibie, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo, et le Tchad et le Soudan.

22. Pendant les réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé 13 ébauches de projets nationaux concernant le Bénin (deux ébauches), Cabo Verde, le Costa Rica, la Macédoine du Nord, le Nicaragua, l'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie, le Sri Lanka, Trinité-et-Tobago et le Vanuatu, pour un montant total de 93,5 millions de dollars. Il a également approuvé quatre subventions destinées à financer la formulation des projets soumis par des entités d'exécution nationales, pour un montant total de 152 000 dollars.

23. Dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux, le Conseil a approuvé deux ébauches de projets d'un montant total de 27,9 millions de dollars pour des projets régionaux menés à Cuba, au Panama, en Inde et au Sri Lanka. Il a en outre approuvé deux ébauches préliminaires d'un montant total de 25,9 millions de dollars pour des projets régionaux au Bénin et au Togo et au Costa Rica et au Panama. Enfin, il a approuvé une subvention d'un montant de 220 000 dollars pour la formulation de projets dont l'ébauche préliminaire ou l'ébauche avait été approuvée. Parmi les propositions complètes et les ébauches et ébauches préliminaires approuvées figurent des projets relatifs à l'agriculture, à la gestion des zones côtières, à la réduction des risques de catastrophe et aux systèmes d'alerte rapide, à la sécurité alimentaire, aux thèmes transversaux, à l'aménagement rural, à l'urbanisation et à la gestion de l'eau (voir fig. VII.1 à VII.3).

24. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de lui fournir dans ses rapports des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille du Fonds, notamment des projets à différents stades d'avancement¹⁸. Les renseignements demandés figurent à l'annexe VII du présent rapport.

25. Les besoins de financement et les demandes adressées au Fonds ont continué d'augmenter, la valeur des projets et des programmes en préparation qui ont été soumis mais n'ont pas été approuvés, atteignant à ce jour environ 333 millions de dollars, ce qui confirme la tendance à la hausse des années précédentes (voir le tableau VII.3).

26. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou de programme sont publiées, dès leur réception, sur le site Web du Fonds et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler des observations en ligne. Les observations concernant les propositions soumises au Conseil peuvent être adressées au secrétariat par message électronique, sont consultables sur la page du projet correspondant sur le site Web, et sont consignées dans le descriptif de projet correspondant adressé au Comité d'examen des programmes et projets¹⁹.

¹⁸ Voir décision 1/CMP.11, par. 11.

¹⁹ Voir <https://www.adaptation-fund.org/contact/>.

J. Suivi du portefeuille

27. Au cours de la période considérée, 88 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels 10 venaient d'être lancés et 3 s'achevaient (voir annexe VIII pour plus de renseignements sur la situation du portefeuille du Fonds). À la fin de la période faisant l'objet du présent rapport, 562,3 millions de dollars au total avaient été débloqués pour les 132 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds, dont 76,4 l'avaient été au cours de la période considérée. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de subventions concerne l'Afrique, avec 49 projets représentant 386,9 millions de dollars de subventions (41,9 %) ; suivie par la région Asie et Pacifique, avec 44 projets représentant 260,9 millions de dollars de subventions (28,2 %) ; puis l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 29 projets représentant 235,8 millions de dollars de subventions (25,5 %), et enfin l'Europe orientale, avec six projets et un financement approuvé s'élevant à 29,8 millions de dollars (3,2 %). Deux programmes d'un montant total de 10,0 millions de dollars (les programmes d'agrégateurs d'entités d'exécution multilatérales pour l'innovation gérés par le PNUD et le PNUE) fonctionnent à l'échelle mondiale.

28. La plus grande partie des subventions a été consacrée à des projets dans le domaine de l'agriculture, pour un montant approuvé de 179,6 millions de dollars (19,6 %), suivi par la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte rapide pour un montant de 112,3 millions de dollars (12,3 %), la gestion de l'eau, pour un montant de 106,1 millions de dollars (11,6 %), les projets transversaux pour un montant de 98,7 millions de dollars (10,8 %) et le développement rural, pour un montant de 98,6 millions de dollars (10,8 %) (voir la figure VII.3). Le douzième rapport annuel sur les résultats du Fonds, qui couvre la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, sera examiné par le Conseil à sa trente-neuvième réunion.

29. Le Fonds suit la répartition par résultats du financement total en fonction de son Cadre stratégique de résultats. Le volume le plus important de fonds a été destiné au résultat 4 du cadre stratégique : « Renforcement de la capacité d'adaptation des services et des infrastructures pertinents du secteur du développement » (226,7 millions de dollars, soit 30,1 %), ainsi qu'au résultat 5 : « Renforcement de la résilience des écosystèmes aux changements climatiques et au stress induit par la variabilité du climat » (160,5 millions de dollars, soit 18,9 %).

K. Stratégie à moyen terme (2018-2022)

30. La stratégie à moyen terme (2018-2022) s'appuie sur le mandat existant du Fonds. Conformément à la mission qui lui y est confiée, le Fonds concourt à l'application de l'Accord de Paris en accélérant les mesures d'adaptation dans les pays en développement et en améliorant la qualité, ainsi qu'en appuyant les projets et programmes menés par les pays et en soutenant l'innovation et l'apprentissage à plusieurs niveaux aux fins d'une adaptation efficace. Toutes les activités menées par le Fonds visent à associer les communautés et groupes sociaux les plus vulnérables, à leur donner des moyens d'action et à leur bénéficier ; à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ; à renforcer les capacités institutionnelles et techniques à long terme pour une adaptation efficace ; et à renforcer la complémentarité et la cohérence entre les mécanismes de financement de l'action climatique. La stratégie à moyen terme définit trois grands axes d'appui aux pays en développement vulnérables : action, innovation, et apprentissage et partage. Le Fonds soutient l'innovation et l'apprentissage depuis sa création, tandis que la stratégie prévoit un financement ciblé pour ces activités, ainsi qu'un appui à la généralisation à d'autres pays ou régions de pratiques et technologies d'adaptation innovantes ayant fait leurs preuves.

31. Pendant la période considérée, des activités ont continué d'être menées dans le cadre de la stratégie à moyen terme ; les sixième et septième cycles d'examen des guichets de financement pour l'innovation, l'apprentissage et l'extension des projets ont été menés à bien, le guichet de financement pour la facilitation de l'accès direct a récemment été mis en place et des fonds d'un montant élevé ont été alloués à l'innovation. S'agissant des domaines transversaux, le Conseil a continué d'améliorer le renforcement des capacités

institutionnelles et techniques à long terme au titre de son Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique et a fait progresser l'égalité des sexes en appliquant la nouvelle version de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action pour l'égalité des sexes.

32. Le Conseil a engagé le processus d'élaboration de la prochaine stratégie à moyen terme (2023-2027) en tenant compte des conclusions et des recommandations issues de l'examen à mi-parcours de l'actuelle stratégie et en sollicitant la contribution des partenaires du Fonds dans le cadre de consultations ouvertes et inclusives²⁰. À sa trente-huitième réunion, il a examiné, en vue de l'élaboration de la stratégie à moyen terme (2023-2027)²¹, des éléments et des options qui s'étaient dégagés des consultations avec les parties prenantes et a décidé que la prochaine stratégie exploiterait et améliorerait le cadre stratégique et les progrès réalisés dans le cadre de l'actuelle stratégie, l'objectif étant de consolider l'avantage comparatif et d'optimiser l'efficacité du Fonds²². La prochaine stratégie à moyen terme mettra l'accent sur l'adaptation axée sur le contexte local et dirigée au plan local et sur le renforcement des liens et des synergies entre les axes stratégiques (action, innovation, et apprentissage et partage).

1. Accès direct facilité

33. Au titre de cet axe, le Conseil a mis en service le nouveau guichet de financement pour l'accès direct facilité, a examiné et approuvé une proposition de projet concernant l'accès direct facilité pour les entités d'exécution nationales et a approuvé des dons pour l'élaboration d'un projet et pour l'appui à un projet pour un montant total de 50 000 dollars. Il a organisé, en partenariat avec Fundecooperación, organisme spécialisé dans le développement durable, un atelier consacré à l'accès direct facilité à l'intention des entités d'exécution nationales.

2. Innovation

34. Dans le cadre du mécanisme d'innovation du Fonds, le Conseil a approuvé, à l'intention des entités d'exécution, des consignes sur l'application d'indicateurs relatifs à l'innovation aux propositions complètes de projet ou de programme.

35. Le Conseil a mis à disposition les nouveaux dons de montants élevés en faveur de l'innovation et a examiné à ses trente-septième et trente-huitième réunions sept nouvelles propositions de grands projets d'innovation, parmi lesquelles il a approuvé une ébauche de projet national concernant l'Égypte²³ et deux ébauches préliminaires régionales concernant le Kenya et l'Ouganda et la Gambie et la République-Unie de Tanzanie²⁴.

36. Le Conseil a examiné deux nouvelles propositions de dons de faible montant à ses trente-septième et trente-huitième réunions et a approuvé des dons de faible montant totalisant 500 000 dollars en faveur du Bhoutan et de l'Ouganda²⁵.

37. L'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation, mis en chantier à la vingt-cinquième session de la COP afin d'ouvrir des possibilités de financement spéciales à l'appui de l'innovation pour l'adaptation dans des pays en développement non encore pourvus d'entités d'exécution nationales, ainsi que dans le secteur privé, est entré en service. Pendant la période considérée, le PNUD a lancé sa première invitation à soumissionner, et le PNUE a procédé à ses premier et deuxième appels d'offres, et le PNUD et le CRTD du PNUE ont respectivement accordé des dons à 22 et à 10 entités candidates dans le cadre du premier appel à contributions.

²⁰ Décision B.37/38 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²¹ Document AFB/B.38/5 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²² Décision B.38/49 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²³ Décision B.38/35 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁴ Décisions B.37/31 et B.38/36 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁵ Décisions B.37/32 et B.38/37 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

3. Apprentissage et partage

38. L'Accord de Paris est l'instrument qui accorde le plus d'importance à l'apprentissage et au partage dans le domaine de l'adaptation, en particulier par les pays en développement parties et avec ceux-ci²⁶. Pendant la période considérée, des activités ont été menées au titre de l'axe apprentissage et partage de la stratégie :

a) Offre, en anglais, en espagnol et en français, d'une formation en ligne gratuite consacrée aux dons du Fonds destinés à l'extension des projets à l'intention des entités d'exécution nationales intéressées par l'extensibilité des projets du Fonds ;

b) Publication d'une brochure sur les enseignements tirés concernant la sécurité alimentaire et la résilience climatique par des entités d'exécution nationales participantes dans le cadre d'une manifestation internationale de mise en commun des connaissances organisée par la Banque indienne pour l'agriculture et le développement rural ;

c) Publication d'un support de connaissances sur les approches transfrontières en matière d'adaptation aux changements climatiques qui passe en revue les activités menées et les interventions réalisées dans ce domaine à l'échelle régionale dans le cadre du portefeuille du Fonds ;

d) Publication d'un support de connaissances offrant un aperçu de la participation des jeunes aux projets d'adaptation aux changements climatiques financés par le Fonds ;

e) Publication d'un support de connaissances qui présente dans ses grandes lignes la procédure d'accréditation simplifiée du Fonds, expose les enseignements qui en ont été tirés et contient des recommandations tendant à apporter des améliorations ;

f) Organisation par la Banque indienne pour l'agriculture et le développement rural d'une foire aux savoirs dans le cadre d'une manifestation internationale de mise en commun des connaissances sur les thèmes de la sécurité alimentaire et du développement rural, à l'occasion de laquelle les entités d'exécution nationales participantes ont fait part des enseignements retenus et des difficultés rencontrées dans l'exécution des projets financés par le Fonds dans ce domaine ;

g) Examen et approbation d'une proposition de don pour l'apprentissage d'un montant de 149 994 dollars destiné au Costa Rica.

4. Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique

39. Pendant la période considérée :

a) Le Conseil a approuvé la procédure actualisée permettant de demander à bénéficier d'un ensemble de services facilitant l'accès direct au financement et les modèles d'examen et a augmenté, compte tenu du rapport relatif à la phase pilote de cet ensemble de services, le total des fonds alloués à ces services, le faisant passer de 100 000 dollars à 150 000 dollars par entité d'exécution nationale²⁷ ;

b) Le séminaire annuel sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique destiné aux entités d'exécution nationales accréditées s'est tenu en ligne du 3 au 5 août 2021 et a été suivi par 34 entités d'exécution nationales accréditées et par près de 75 participants au total. Les participants ont débattu du guichet de financement élargi prévu par la stratégie à moyen terme, qui offre des financements destinés à l'extension de projets, à l'innovation, à l'apprentissage et à l'accès direct facilité, et ont échangé des données d'expérience et des enseignements tirés de l'élaboration, de l'exécution, de l'examen et de la supervision de projets, ainsi que du développement de la capacité d'accès direct au financement, de l'accréditation et de la réaccréditation. Ils ont également discuté de l'accès aux ressources du Fonds, nouvelles et existantes, destinées aux pays particulièrement vulnérables aux changements climatiques ;

²⁶ Par exemple, par. 7 et 9 de l'article 7 de l'Accord de Paris.

²⁷ Décision B.38/38 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

c) Le Fonds a tenu, à l'intention des entités d'exécution nationales accréditées, son treizième webinaire sur le développement de la capacité d'accès au financement de l'action climatique, consacré au thème de l'amélioration de l'accès au financement de l'action climatique dans le cadre du nouveau guichet de financement du Fonds (9 décembre 2021) ;

d) Trois ateliers de formation à l'accréditation mondiale se sont tenus en ligne sur les thèmes des procédures d'accréditation et de réaccréditation du Fonds (15 juillet 2021), des lacunes et problèmes communs recensés dans le rapport établi par le Fonds en 2020 concernant le comblement des lacunes relatives à l'accréditation (9 septembre 2021) et des conditions permettant à un pays de faire accréditer une deuxième entité d'exécution nationale (9 juin 2022) ;

e) À l'initiative d'entités d'exécution nationales accréditées auprès du Fonds et des entités à accès direct du FVC, un appui a été apporté à la CPDAE. Avec l'appui du Fonds et du FVC, ce dernier a approuvé la proposition visant à appliquer le plan d'action de la CPDAE le 30 décembre 2021, les engagements financiers des membres de celle-ci totalisant 991 810 euros. Au 30 juin 2022, ces engagements s'élevaient à 1,2 million d'euros ;

f) Des manifestations internationales de mise en commun des connaissances ont été organisées en ligne les 17, 19 et 24 août 2021 en partenariat avec la Banque indienne pour l'agriculture et le développement rural afin de renforcer l'apprentissage Sud-Sud et l'apprentissage entre pairs entre les entités d'exécution nationales accréditées sur le thème de la sécurité alimentaire ;

g) Un atelier consacré à l'innovation dans le domaine de l'adaptation, sur les différents types d'innovation et sur la clarté dans les procédures et les schémas d'innovation s'est tenu en ligne les 22 et 23 novembre 2021. Les participants ont débattu de la conception et de la mise au point de projets visant à faire progresser l'innovation en matière d'adaptation ;

h) Un atelier en présentiel consacré à l'accès direct facilité et organisé en partenariat avec Fundecooperación a eu lieu du 21 au 24 juin 2022. Le Conseil a facilité l'échange d'enseignements, de connaissances et de données d'expérience entre les entités d'exécution nationales accréditées concernant les programmes de financement de l'adaptation aux changements climatiques et la conception de projets d'adaptation, et a encouragé la programmation du financement de l'action climatique par l'intermédiaire de son guichet pour l'accès direct.

5. Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles

40. En ce qui concerne la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil, au 30 juin 2022, les femmes occupaient 14 des 32 postes (soit 44 %).

41. Le Fonds a continué d'appliquer la nouvelle version de sa politique relative aux questions de genre et de son plan d'action pour l'égalité des sexes, notamment en redoublant d'efforts pour aller au-delà de la protection des femmes et de la prévention des préjudices fondés sur le genre et examiner de manière proactive la manière dont les mesures d'adaptation peuvent promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation et la capacité d'agir des femmes et des filles, et pour analyser les effets différenciés des changements climatiques sur les femmes et les hommes et, dans la mesure du possible, y remédier de manière transversale. Il a publié son étude sur les méthodes transversales de prise en compte des questions de genre dans les interventions relatives à l'adaptation (*Study on intersectional approaches to gender mainstreaming in adaptation-relevant interventions*) ; il y examine l'importance que revêtent ces méthodes ainsi que l'utilité qu'elles ont pour ce qui est de l'application de stratégies et de pratiques de prise en compte des questions de genre aux interventions d'adaptation et y donne des exemples d'adaptation dans différents secteurs. Selon les conclusions de l'étude, il n'existe pas de méthode unique qui permette d'intégrer la transversalité à la prise en compte des questions de genre dans les interventions relatives à

l'adaptation, mais le concept de transversalité a été utilisé efficacement dans différentes situations, ce qui permet de comprendre les grandes inégalités structurelles et d'y remédier²⁸.

42. Afin d'aider les entités d'exécution à renforcer leurs capacités à intégrer les considérations de genre dans les projets et programmes du Fonds, l'octroi de dons d'assistance technique pour des activités relatives aux questions de genre ainsi qu'une formation en ligne sur la prise en compte des problématiques liées à l'environnement, aux questions sociales et au genre lors de la conception et de la mise en œuvre des projets et programmes ont été maintenus.

43. Le Fonds a poursuivi ses travaux visant à améliorer son cadre opérationnel tenant compte des questions de genre, notamment ses politiques et ses directives opérationnelles. À cet égard, le document d'orientation établi conformément à la politique relative aux questions de genre du Fonds à l'intention des entités d'exécution a été actualisé compte tenu des résultats des enquêtes menées par les entités d'exécution, les autorités désignées et le réseau de la société civile et les organisations partenaires du Fonds. Ce document donne aux entités d'exécution des informations complémentaires et des orientations pratiques visant à leur permettre d'améliorer la manière dont elles prennent en compte les questions de genre de manière transversale tout au long du cycle de vie d'un projet, et présente également un arsenal de mesures d'intégration des questions de genre telles que des listes de vérification relatives à l'analyse préliminaire relative aux questions de genre à mener pour établir des notes de cadrage et à l'évaluation relative aux questions de genre à effectuer pour élaborer des propositions de projet complètes, ainsi que des exemples d'évaluations sectorielles relatives aux questions de genre et d'indicateurs tenant compte des questions de genre par secteur et par thème.

44. Dans la section consacrée au genre du rapport annuel sur ses résultats pour l'exercice budgétaire 2021²⁹, le Fonds indique que des interventions tenant compte des questions de genre et adaptées au sexe des bénéficiaires ont été menées dans le cadre de certains projets approuvés pendant l'exercice budgétaire 2021³⁰.

45. La collaboration relative aux questions de genre s'est poursuivie avec les organisations partenaires, dont d'autres fonds pour le climat, et le secrétariat de la Convention. Le Fonds a participé à la manifestation parallèle de haut niveau tenue à la soixante-sixième session de la Commission de la condition de la femme et a fait part de données d'expérience recueillies, d'observations faites et de problèmes rencontrés dans le renforcement des mécanismes de financement des activités d'adaptation aux changements climatiques tenant compte des questions de genre et au financement de l'intégration des considérations relatives au genre et à la santé à l'adaptation aux changements climatiques.

6. Dialogue avec la société civile

46. Les séances de dialogue entre le Conseil et les organisations de la société civile se sont poursuivies régulièrement, au titre du point permanent inscrit à l'ordre du jour du Conseil depuis sa douzième réunion, ce qui a permis au Conseil d'écouter des propositions, de recueillir des observations sur les questions inscrites à son ordre du jour et de procéder à des échanges de vues. Il est souligné, dans la stratégie à moyen terme, que la société civile contribue aux activités du Fonds de diverses manières, par exemple en prenant part à la mobilisation de ressources, en communiquant des mises à jour en temps réel sur les projets soutenus ainsi que des évaluations les concernant, en recueillant les commentaires des bénéficiaires visés et en participant à la gestion intégrée des connaissances.

²⁸ Fonds pour l'adaptation, 2022. Étude sur les méthodes transversales de prise en compte des questions de genre dans les interventions relatives à l'adaptation. Disponible à l'adresse suivante <https://www.adaptation-fund.org/document/study-on-intersectional-approaches-to-gender-mainstreaming-in-adaptation-relevant-interventions/>.

²⁹ Document AFB/EFC.28/3 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁰ On trouvera à l'annexe V des exemples de mesures tenant compte des questions de genre prévues dans les projets et programmes du Fonds.

47. Le Conseil a examiné des solutions proposées et des recommandations formulées par le réseau de la société civile du Fonds concernant le renforcement de la participation et de la collaboration de la société civile aux travaux du Fonds. Il a approuvé plusieurs solutions, notamment celle consistant à poursuivre la collaboration sur les politiques et procédures actuelles et nouvelles, a créé, sur le site Web du Fonds, une section consacrée à la collaboration avec les parties prenantes et a invité les membres de la société civile à assister aux ateliers du Fonds concernant le développement de la capacité d'accès direct. Il a décidé de poursuivre les débats sur l'élaboration d'une politique ou de lignes directrices sur la participation de la société civile³¹.

L. Mesures prises face à la pandémie de COVID-19

48. Pour continuer à soutenir les pays en développement malgré les difficultés découlant de la pandémie et les mesures de restriction prises par les pays dans ce contexte, le Conseil et ses comités ont organisé et mené des travaux en ligne et selon des modalités hybrides.

49. Dans le cadre de sa procédure type, le Conseil peut régler des questions liées à l'exécution de projets ou de programmes en approuvant de manière continue des demandes de modifications notables ou de prolongation de la date d'achèvement de projets sans coûts supplémentaires. Pendant la période considérée, il a approuvé deux reports sans coûts supplémentaires de la date d'achèvement de projets, ce qui a permis aux pays et aux entités de disposer de plus de temps et d'une plus grande marge de manœuvre pour terminer les activités. Il a également approuvé quatre demandes de modifications notables et une demande de fourniture de services d'appui direct aux projets par l'entité d'exécution.

50. Le Conseil a continué d'appliquer une série de mesures de gestion de la pandémie adoptée en 2020 pour aider les pays et les entités d'exécution à atténuer les effets de la pandémie et à réduire toute perturbation de l'exécution des projets du portefeuille du Fonds qui pouvait en résulter. Ces mesures offrent davantage de souplesse aux entités d'exécution et aux pays pour leur permettre de poursuivre l'exécution de projets et de programmes, notamment :

a) En offrant un report sans coûts supplémentaires des dates d'achèvement pouvant aller jusqu'à douze mois pour les projets et programmes d'adaptation qui ont pris du retard en raison de la pandémie, mais qui doivent être achevés dans les vingt-quatre prochains mois ;

b) En assouplissant les procédures en matière de modifications notables pour permettre une réaffectation budgétaire pouvant aller jusqu'à 20 % du budget total du projet afin de couvrir les coûts liés à la pandémie de COVID-19 ;

c) En encourageant les pays à intégrer les questions liées à la COVID-19 dans les futurs programmes du Fonds pour atteindre des objectifs de résilience plus élevés ;

d) En permettant aux entités d'exécution de mettre en œuvre certaines activités de projet sous forme virtuelle, dans la mesure du possible, notamment les réunions de lancement, les activités de supervision et les consultations des partenaires.

51. Au titre de ces dispositions provisoires, le secrétariat du Conseil a approuvé, dans le cadre de sa procédure d'approbation continue, un total de 12 demandes de reports sans coûts supplémentaires de la date d'achèvement de projets depuis le début de la pandémie.

52. Une mission virtuelle de suivi a été menée à bien en décembre 2021 concernant le projet exécuté aux Seychelles en partenariat avec le PNUD, l'entité d'exécution chargée de ce projet.

³¹ Décision B.37/42 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

M. Évaluation du Fonds pour l'adaptation

53. La période considérée correspond à la troisième année d'existence du TERG.

1. Application de la stratégie et du programme de travail du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation

54. Le TERG a fait des progrès dans quatre domaines : 1) en consultation avec le secrétariat du Conseil, il a élaboré un projet de politique d'évaluation du Fonds visant à remplacer le cadre d'évaluation précédent, 2) il a achevé l'examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme, 3) il a achevé deux évaluations rétrospectives pilotes, et 4) il a lancé trois évaluations thématiques³².

55. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné le projet de politique d'évaluation³³ à sa vingt-neuvième réunion et a recommandé au Conseil de l'approuver, recommandation que celui-ci a acceptée³⁴. La nouvelle politique d'évaluation, qui entrera en application en octobre 2023, remplacera le cadre d'évaluation adopté en 2011 et modifié en 2012. Les principaux changements apportés sont les suivants : 1) élever la fonction d'évaluation au niveau auquel se prennent les décisions des pouvoirs publics et relier l'évaluation aux stratégies, aux politiques, à l'objectif, à la mission et à la spécificité du Fonds, 2) ajouter des principes et des critères d'évaluation qui soient liés au caractère unique du Fonds et qui visent à renforcer sa spécificité, 3) encourager l'utilisation des données issues et des enseignements tirés des évaluations, l'évaluation du renforcement des capacités et la gestion adaptative, 4) inclure les évaluations non obligatoires (évaluations en temps réel et évaluations rétrospectives), et 5) prévoir à l'avance des lignes directrices sur le budget relatif à la fonction d'évaluation. Pour aider les partenaires du Fonds à appliquer la nouvelle politique d'évaluation, le Conseil a décidé d'élaborer des documents d'orientation sur l'évaluation. Un groupe consultatif contribuera à l'élaboration de ces documents.

56. À sa vingt-huitième réunion, le Comité de l'éthique et des finances a analysé l'examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme et les mesures prises pour y donner suite en matière de gestion. Le Conseil a suivi la recommandation du Comité de l'éthique et des finances et a pris note des principales conclusions et recommandations issues de l'examen et des mesures prises pour y donner suite en matière de gestion. La version définitive du rapport sur l'examen³⁵ contient une évaluation des progrès faits dans l'exécution de la stratégie à moyen terme (tels que définis dans l'ambition fixée pour la stratégie et les cibles fixées dans le plan d'exécution) et six recommandations tendant à achever l'exécution de l'actuelle stratégie et à en élaborer et à en appliquer une nouvelle. Conformément aux principes du TERG en matière d'apprentissage mutuel et de création commune, l'examen à mi-parcours a été réalisé dans le cadre d'un processus consultatif, notamment de débats avec le Conseil et son secrétariat, les entités d'exécution, des représentants de la société civile et des experts dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques et des stratégies relatives aux changements climatiques.

57. Le TERG a réalisé des évaluations rétrospectives pilotes concernant deux projets : renforcer la résilience des communautés côtières face aux changements climatiques dans le Samoa (PNUD, 2013-2018) et renforcer la résilience des communautés face aux effets néfastes des changements climatiques sur la sécurité alimentaire dans la province de Pichincha et le bassin de la rivière Jubones en Équateur (PAM, 2011-2018). Les personnes chargées des évaluations et les membres du personnel des deux projets intéressés ont reçu une formation aux méthodes d'évaluation rétrospective, et des activités de terrain ont été menées à bien. Le TERG tire actuellement des enseignements préliminaires et déterminera la manière dont il pourra les intégrer à l'élaboration de la méthode finale qui sera employée pour réaliser une série d'évaluations rétrospectives à l'avenir.

³² Voir les documents AFB/EFC.28/Inf.2 et AFB/EFC.29/Inf.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³³ Document AFB/EFC.29/6/Rev.1 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁴ Décision B.38/48 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁵ Document AFB/EFC.28/7 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

58. Trois sujets d'évaluation thématique ont été mis en chantier, à savoir : l'innovation au sein du Fonds, l'extensibilité des projets du Fonds, et l'accréditation et le développement connexe de la capacité d'accès direct. Les conclusions de ces évaluations devraient être présentées pendant l'exercice budgétaire 2023.

59. Une version actualisée du programme de travail du TERG³⁶ a été présentée à la vingt-neuvième réunion du Comité de l'éthique et des finances et approuvée par le Conseil³⁷. Elle prévoit des calendriers modifiés pour les domaines de travail existants et nouveaux qui vont jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2024.

2. Budget du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation

60. Le Conseil a approuvé le projet de budget révisé d'un montant de 1 329 965 dollars pour couvrir les coûts de fonctionnement du TERG et de son secrétariat, ainsi que le projet de budget de 1 336 413 dollars pour couvrir ces coûts pour l'exercice 2024³⁸.

N. Participation à des réunions et à d'autres manifestations

61. En plus des réunions du Conseil, des réunions du Groupe d'experts de l'accréditation ainsi que des événements liés au développement de la capacité organisés par le Conseil et son secrétariat, d'autres manifestations en ligne, telles qu'une visite virtuelle des sites de projets aux Seychelles, ont été organisées pour mettre en valeur les travaux menés par l'intermédiaire du Fonds et en application du mandat du Conseil. En outre, le Conseil, son secrétariat et le TERG ont participé aux réunions et aux manifestations dont la liste figure à l'annexe IV.

O. Communications

62. Le Conseil a continué d'appliquer la stratégie de communication efficace consistant à élaborer et à diffuser des informations intéressantes et faciles à comprendre sur les travaux menés par le Fonds et les possibilités de financement, notamment sur les données d'expérience provenant du terrain et sur les enseignements tirés du portefeuille de projets du Fonds, en partenariat avec des partenaires du Fonds, dont le secrétariat de la Convention, les entités d'exécution, les entités de réalisation et la société civile. On trouvera à l'annexe VI de plus amples informations concernant l'exécution de la stratégie de communication et des activités de sensibilisation.

IV. Appui apporté au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour l'exécution de son mandat

63. À sa cinquième session, la CMP a encouragé les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajouteraient à la part des fonds provenant des activités de projet prises en compte au titre du mécanisme pour un développement propre³⁹. À sa septième session, elle a continué d'encourager les Parties visées à l'annexe I et les organisations internationales à alimenter le Fonds⁴⁰.

64. Pendant la période considérée, le Conseil a mobilisé des ressources et a reçu un soutien pour l'exécution de son mandat, conformément à sa stratégie de mobilisation des

³⁶ Document AFB/EFC.29/7 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁷ Décision B.38/47 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁸ Décision B.38/46 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁹ Décision 4/CMP.5, par. 9.

⁴⁰ Décision 6/CMP.7, par. 5.

ressources (approuvée en octobre 2016)⁴¹ et à son plan d'action pour la mobilisation des ressources (approuvé en mars 2017)⁴².

65. Pour l'exercice 2020-2021, afin de répondre à la demande accrue de ressources, le Conseil a approuvé, à la 2^e séance de sa trente-cinquième réunion, un nouvel objectif de mobilisation de ressources de 120 millions de dollars par an, étant entendu que cette cible était indicative et que la mobilisation d'un montant supérieur serait accueillie avec satisfaction⁴³.

66. Le dialogue annuel de haut niveau des donateurs du Fonds a été organisé par la présidence de la vingt-sixième session de la COP selon des modalités hybrides. Les représentants de 20 administrations nationales et infranationales donatrices et bénéficiaires du Fonds ont pris part à ce dialogue fructueux. Dix-sept donateurs ont collectivement annoncé un engagement record d'un montant de 349 millions de dollars ; trois d'entre eux prenaient un engagement pour la première fois. Le montant total dépasse l'objectif fixé et représente plus du triple de la somme mobilisée en 2021.

67. Le Conseil a poursuivi l'examen de la version actualisée du projet de stratégie et de plan d'action en matière de mobilisation des ressources pour 2022-2025⁴⁴. À sa trente-huitième réunion, il a décidé⁴⁵ de demander à son secrétariat de réaliser pour lui une enquête afin de recevoir des contributions qui lui permettraient d'actualiser la stratégie et le plan d'action pour examen à sa trente-neuvième réunion.

68. Le Conseil a pris d'autres mesures dans le domaine des contributions provenant de sources autres que les fonds publics, telles que les fondations, les organismes caritatifs, les organisations à but non lucratif, les particuliers et les entreprises du secteur privé. Parmi ces contributions figurent celles reçues par l'intermédiaire du lien de don en ligne créé en 2012 par la Fondation pour les Nations Unies⁴⁶. En outre, le Conseil a régulièrement encouragé le secteur privé et les particuliers à faire des dons à son fonds d'affectation spéciale.

69. Le Conseil prend des mesures pour communiquer activement aux donateurs existants et potentiels les futures possibilités qu'ils auront de contribuer à l'exécution de son mandat, notamment au dialogue des donateurs de 2022, qui aura lieu en même temps que la vingt-septième session de la COP.

V. Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris

70. Le Fonds a commencé à concourir à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, le 1^{er} janvier 2019 et concourra exclusivement à l'application de l'Accord de Paris une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris sera disponible⁴⁷. La CMP, à sa quatorzième session, et la CMA, à sa première session, ont décidé que le Fonds continuerait de recevoir la part des fonds éventuellement disponible au titre des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto, et qu'il serait financé au moyen de la part des fonds provenant du mécanisme établi par le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris et de diverses sources volontaires publiques et privées⁴⁸.

71. En ce qui concerne la composition du Conseil, la CMP a confirmé, à sa seizième session, que les Parties à l'Accord de Paris pouvaient être élues membres du Conseil et a demandé à celui-ci de modifier les procédures et modalités y relatives. Elle a également prié le SBI de poursuivre l'examen des questions relatives à la composition du Conseil et de faire à la CMP une recommandation pour examen à sa dix-septième session⁴⁹. À sa troisième

⁴¹ Décision B.28/44 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴² Décision B.29/41 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴³ Décision B.35.b/22 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁴ Document AFB/B.38/6 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁵ Décision B.38/50 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁶ <https://www.adaptation-fund.org/donate/>.

⁴⁷ Décision 3/CMP.16, par. 7 et 8.

⁴⁸ Décision 3/CMP.16, par. 7 et 8.

⁴⁹ Décision 3/CMP.16, par. 7 et 8.

session, la CMA a encouragé le Conseil à continuer d'examiner son règlement intérieur pour concourir à l'application de l'Accord de Paris, notamment après que le SBI aurait achevé l'examen des questions relatives à la composition du Conseil⁵⁰. À sa cinquante-sixième session, le SBI a examiné la question dans le cadre de consultations informelles et a constaté que les Parties n'étaient pas parvenues à s'entendre sur des conclusions. Conformément aux paragraphes 10 (al. c) et 16 du projet de règlement intérieur en vigueur, la question a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-septième session du SBI⁵¹.

72. Sur la question des Parties pouvant prétendre à un financement du Fonds, la CMP a confirmé, à sa seizième session, que les pays en développement parties à l'Accord de Paris qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes des changements climatiques pouvaient prétendre à un financement du Fonds et a prié le Conseil de modifier en conséquence les politiques et directives opérationnelles du Fonds, ainsi que ses priorités, politiques et directives stratégiques⁵². Le Conseil a examiné ces propositions de modification à sa trente-huitième réunion et a décidé de mener une enquête intersessions en vue de recueillir des avis à ce sujet. Il examinera la question à sa trente-neuvième réunion⁵³.

73. Concernant le quatrième examen du Fonds, à sa seizième session, la CMP a demandé au Conseil d'inclure, dans son rapport à la dix-septième session de la CMP et à la quatrième session de la CMA, des informations concernant la situation financière du Fonds, y compris la part des fonds prélevée sur les premiers transferts internationaux d'unités de quantité attribuée et d'unités de réduction des émissions effectués dans le cadre de projets menés au titre de l'article 6 du Protocole de Kyoto, afin que le quatrième examen du Fonds soit achevé au moment de ces sessions⁵⁴. Le Conseil communiquera les informations demandées dans l'additif à ce rapport.

74. À sa seizième session, la CMP a autorisé le transfert de 20 millions de dollars entre le fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre et le Fonds et a invité la CMA à transférer 30 millions de dollars entre le fonds d'appui au mécanisme du paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris et le Fonds une fois que le mécanisme s'autofinancerait⁵⁵.

75. À sa troisième session, la CMA a vivement encouragé les Parties participantes et les parties prenantes qui appliquent des démarches concertées à s'engager à fournir des ressources pour l'adaptation, en particulier au moyen de contributions au Fonds pour l'adaptation, et à tenir compte de la nécessité de disposer de ressources au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris pour aider les pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à faire face aux coûts de l'adaptation⁵⁶.

76. À sa troisième session, la CMA a prié l'organe de supervision du mécanisme établi au titre du paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris d'élaborer et de développer pour qu'elle les examine et les adopte à sa quatrième session, des recommandations portant sur les niveaux appropriés de la part des fonds destinée à couvrir les dépenses administratives et à financer son fonctionnement, qui permettraient notamment de verser au Fonds une contribution périodique à la part des fonds destinée à financer le coût de l'adaptation⁵⁷. À la même session, elle a décidé que la part des fonds qui est prélevée pour aider les pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à financer le coût de l'adaptation (un prélèvement de 5 % des certificats de réduction des émissions au titre du paragraphe 4 de l'article 6 au moment de leur délivrance ; une contribution monétaire liée à l'ampleur de l'activité relevant du paragraphe 4 de l'article 6 ou au nombre de certificats de réduction des émissions délivrés, dont le montant est fixé par l'organe de supervision ; et, une fois que le mécanisme

⁵⁰ Décision 13/CMA.3, par. 13.

⁵¹ FCCC/SBI/2022/10, par. 104.

⁵² Décision 3/CMP.16, par. 6.

⁵³ Décision B.38/51 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵⁴ Décision 4/CMP.16, par. 2.

⁵⁵ Décision 2/CMP.16, par. 20 et 21.

⁵⁶ Décision 2/CMA.3, annexe, par. 37.

⁵⁷ Décision 3/CMA.3, par. 6, al. b).

s'autofinance, une contribution périodique provenant du solde des fonds servant à couvrir les dépenses administratives, après déduction des dépenses de fonctionnement du mécanisme et d'une réserve de fonctionnement, pour un montant et à une fréquence à déterminer par la CMA) serait versée au Fonds en application des décisions 13/CMA.1 et 1/CMP.14⁵⁸.

VI. Liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres organes relevant de la Convention

77. Le Conseil a pris des mesures en vue de promouvoir les liens avec d'autres organes relevant de la Convention, tels que le Comité de l'adaptation, le CRTC, le FVC, le FEM, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, le CPF et le CET⁵⁹.

78. Des représentants du Fonds et d'autres fonds multilatéraux pour le climat (FVC, FEM et Fonds d'investissement climatiques) ont participé au cinquième dialogue annuel avec les mécanismes de financement de l'action climatique qui s'est tenu le 3 novembre 2021 en marge de la vingt-sixième session de la COP. Les responsables des fonds pour le climat ont débattu de la feuille de route commune des fonds et du plan de travail pour 2022, et ont fait une déclaration conjointe sur le renforcement de la complémentarité et de la collaboration dans laquelle ils se sont engagés à réaliser ensemble des progrès dans trois domaines : étude des synergies entre les programmes ; suivi, évaluation et apprentissage ; et communication et sensibilisation.

79. Conformément à la feuille de route commune des fonds et tel que cela avait été initié à la vingt-cinquième session de la COP, des progrès ont été réalisés dans l'exécution du plan de travail pour la feuille de route 2021-2022. À la vingt-sixième session de la COP, des solutions permettant d'améliorer la collaboration entre le Fonds et le FVC sur les questions d'accréditation accélérée et de réaccréditation ont été examinées, et des difficultés et des possibilités ont été recensées. Il a été précisé que la procédure de réaccréditation du FVC comprenait une procédure accélérée pour les entités d'exécution du Fonds. D'autres échanges sont nécessaires, et les équipes d'accréditation des deux fonds ont décidé d'organiser à l'intention de leurs secrétariats une séance de travail aux fins de l'élaboration et de l'application du plan de travail pour une feuille de route sur les liens opérationnels en matière d'accréditation et de réaccréditation.

80. La CPDAE reçoit l'appui du Fonds et du FVC. Le Fonds a participé à une réunion avec le FVC, l'Agence allemande de coopération internationale et le Comité de la CPDAE afin de mettre en chantier les activités de la CPDAE après approbation, en décembre 2021, de la proposition y relative par le secrétariat du FVC.

81. Afin d'augmenter le plus possible les répercussions et de favoriser la résilience à long terme des pays en développement, un cadre pilote du Fonds et du FVC a été mis en application dans le but de donner plus d'ampleur aux projets et programmes communs aux deux fonds, par exemple, l'extension des projets du Fonds pour l'adaptation grâce aux ressources du FVC. Des projets et programmes de la première phase conformes aux critères fixés dans le cadre ont été trouvés, et les autorités désignées ont informé les responsables de ces projets de la méthode pilote afin que ceux-ci confirment leur intérêt concernant l'extension des projets au moyen des ressources du FVC. Ce cadre a pour objectif : 1) d'expliquer ce que signifie l'extension conformément au processus de programmation et d'approbation des projets du FVC (y compris le processus d'approbation des projets et le processus d'approbation simplifié) ; 2) d'établir une méthode pour déterminer les projets susceptibles d'être transposés à une plus grande échelle grâce à des ressources supplémentaires ; 3) de déterminer les mesures d'incitation et les avantages pour les pays et leurs autorités désignées, pour les autorités nationales désignées, ainsi que pour les entités d'exécution et les entités accréditées par le FVC, afin de poursuivre l'extension des projets du Fonds couronnés de succès, par l'intermédiaire du FVC ; et 4) de définir le processus et

⁵⁸ Décision 3/CMA.3, annexe, par. 58, 66 et 67.

⁵⁹ Conformément aux décisions 2/CMP.10, par. 6, et 2/CMP.14, par. 8.

les étapes permettant de concrétiser l'extension des projets auxquels cette méthode est appliquée.

82. Le secrétariat du Conseil a participé en qualité d'observateur aux trentième, trente et unième et trente-deuxième réunions du Conseil du FVC, qui se sont tenues en ligne ou selon des modalités hybrides du 4 au 7 octobre 2021, du 28 au 31 mars 2022 et du 16 au 19 mai 2022, respectivement.

83. Le secrétariat du Conseil est hébergé par le secrétariat du FEM, qui favorise l'échange d'informations et de connaissances et fournit un appui interorganisations lorsque cela est nécessaire. Il a participé en qualité d'observateur aux soixante et unième et soixante-deuxième réunions du Conseil du FEM, qui se sont tenues en ligne ou selon des modalités hybrides du 6 au 10 décembre 2021 et du 21 au 23 juin 2022, respectivement, ainsi qu'à la deuxième réunion en ligne et à la réunion informelle sur la huitième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM. Il a pris part aux consultations informelles consacrées à la stratégie de programmation du FEM sur l'adaptation aux changements climatiques pour le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques.

84. Un représentant du secrétariat du Conseil a participé en qualité d'expert au premier Dialogue de Glasgow, consacré aux dispositifs de financement permettant de prévenir les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, de les réduire au minimum et d'y remédier. Invité à se pencher sur la situation financière actuelle et à examiner les possibilités de financement que les pays en développement pourraient utiliser pour prévenir les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, à les réduire au minimum et à y remédier, il a présenté un exposé et fait le point sur les travaux menés par le Fonds dans ce domaine, notamment sur son portefeuille de projets relatifs à la réduction des risques de catastrophe et aux systèmes d'alerte rapide.

85. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a participé au dialogue technique du CPF avec les parties prenantes concernant la quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat et le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties concernées concernant l'application de la Convention et de l'Accord de Paris, qui s'est tenu en ligne le 2 septembre 2021. Le Fonds a communiqué des données et des informations utiles au CPF en tant que contributions aux deux rapports.

86. Le Conseil compte parmi les organisations qui participent à l'initiative des Nations Unies pour les plans nationaux d'adaptation (UN4NAPs), lancée par le secrétariat de la Convention en 2021 pour que les PMA et les PEID disposent d'une plateforme leur permettant de communiquer en permanence leurs besoins en matière d'assistance technique. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a participé à des réunions entre les organisations partenaires de l'initiative.

87. Par l'intermédiaire de l'équipe chargée de l'innovation de son secrétariat, le Conseil a travaillé avec le CET et le CRTC pour étudier la conformité et les synergies avec le cadre technologique et explorer les partenariats au moyen de modèles types de l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds afin de favoriser l'élaboration et la diffusion de pratiques, d'outils et de technologies d'adaptation innovants en vue de faciliter l'apprentissage. Toujours par l'intermédiaire de son secrétariat, il a répondu à l'appel à contribution lancé par le CET aux fins de l'établissement de son plan de travail glissant pour 2023-2026 en vue d'étudier les solutions permettant de créer des systèmes nationaux d'innovation dans différents pays et régions afin de favoriser un accès direct au financement de l'action climatique et l'appui au développement de la capacité d'accès direct, ainsi que d'appuyer les activités menées au niveau local ; de promouvoir l'innovation en matière d'adaptation ; de renforcer les capacités d'accès au financement de l'innovation, notamment de suivi ; et de promouvoir l'apprentissage et le partage concernant l'innovation dans les domaines de l'adaptation aux changements climatiques et de l'action climatique.

Annex I

Adaptation Fund Board members and alternate members as at 30 June 2022

[English only]

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Party</i>	<i>Constituency</i>
March 2020– March 2023 (elected at CMP 15) ^b	Member	Patience Damptey	Ghana	African States
	Alternate	Fatou Ndeye Gaye	Gambia	African States
	Member	Sohee Gwag	Republic of Korea	Asia-Pacific States
	Alternate	Sheyda Nematollahi Sarvestani	Iran (Islamic Republic of)	Asia-Pacific States
	Member	Ala Druta	Republic of Moldova	Eastern European States
	Alternate	Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States
	Member	Margarita Caso Chávez	Mexico	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Mariana Kasprzyk	Uruguay	Latin American and Caribbean States
	Member	Mirjam Büdenbender	Germany	Western European and other States
	Alternate	Susana Castro-Acuña Baixauli	Spain	Western European and other States
	Member	Idy Niang	Senegal	LDCs
	Alternate	Tshering Tashi	Bhutan	LDCs
	Member	Sylviane Bilgischer	Belgium	Annex I Parties
	Alternate	Matthias Bachmann	Switzerland	Annex I Parties
March 2022– March 2024 (elected at CMP 16)	Member	Washington Zhakata	Zimbabwe	African States
	Alternate	Ali Mohammed	Somalia	African States
	Member	Albara Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States
	Alternate	Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States
	Member	Joanna Milwicz vel Delach	Poland	Eastern European States
	Alternate	Maia Tskhvaradze	Georgia	Eastern European States
	Member	Wenceslao Carrera Doral	Cuba	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States
	Member	Antonio Navarra	Italy	Western European and other States
	Alternate	Mattias Broman	Sweden	Western European and other States
	Member	Michai Robertson	Antigua and Barbuda	SIDS
	Alternate	Angelique Pouponneau	Seychelles	SIDS
	Member	Marc Antoine Martin	France	Annex I Parties
	Alternate	Kevin Adams	United States	Annex I Parties
Member	Lucas Di Pietro Paolo	Argentina	Non-Annex I Parties	
Alternate	Ahmadou Seborny Toure	Guinea	Non-Annex I Parties	

^a Members and alternate members serve for a term of two years and are eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). Terms as members do not count towards terms as alternate members, and vice versa (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member or an alternate will start at the first AFB meeting in the calendar year following their election and end immediately before the first AFB meeting in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annex II

Approved and actual budget for fiscal year 2022 and approved budget for fiscal year 2023 for the Adaptation Fund Board, its secretariat and the trustee, and for fiscal years 2023–2024 for the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund and its secretariat

[English only]

<i>Budget item</i>	<i>Approved 2022 fiscal year (USD)</i>	<i>Actual 2022 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2023 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2024 fiscal year (USD)</i>
AFB and its secretariat				
Personnel	4 111 220	3 306 569	5 475 648	
Travel	456 000	275 822	456 000	
General operations	508 875	397 060	728 050	
Meetings	236 980	136 851	237 400	
Subtotal secretariat administrative services (a)	5 313 075	4 116 302	6 897 098	
Accreditation (b)	608 550	381 953	567 050	
Readiness Programme for Climate Finance (c)	756 950	275 257	748 700	
Subtotal secretariat (a)+(b)+(c)	6 678 575	4 773 512	8 212 848	
Evaluation function				
Personnel	408 083	426 821	457 552	466 396
Travel	134 702	60 529	108 744	112 006
General operations	136 327	87 201	115 000	116 879
Meetings	10 000	2 186	10 200	10 404
Evaluation	611 717	387 930	638 469	630 729
Subtotal evaluation function	1 300 829	964 667	1 329 965	1 336 413
Trustee				
Monetization of CERs	180 000	165 000	180 000	
Financial and programme management	320 000	320 000	320 000	
Investment management	245 000	268 000	256 500	
Accounting and reporting	60 000	58 000	58 000	
Legal services	56 000	56 000	64 000	
Subtotal trustee	861 000	867 000	878 500	
Total	8 840 404	6 605 179	10 421 313	

Annex III

Accredited implementing entities¹

[English only]

I. National implementing entities

Agency for Agricultural Development (ADA), Morocco
Agricultural Bank of Niger (BAGRI), Niger
Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation (BT FEC), Bhutan
Chilean Agency for International Development Cooperation (AGCID), Chile
Department of Environment (DOE), Antigua and Barbuda
Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), Namibia
Dominican Institute of Integral Development (IDDI), Dominican Republic
Ecological Monitoring Centre (CSE), Senegal
Environmental Management Agency (EMA), Zimbabwe
Environmental Project Implementation Unit (EPIU), Armenia
Fundecooperación for Sustainable Development, Costa Rica
General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects (DIPROSE), Argentina
Interprofessional Fund for Agricultural Research and Advice (FIRCA), Côte d'Ivoire
Mennonite Social Action Commission (CASM), Honduras
Mexican Institute of Water Technology (IMTA), Mexico
Micronesia Conservation Trust (MCT), Federated States of Micronesia
Ministry of Environment (MOE), Rwanda
Ministry of Finance and Economic Cooperation (MOFEC), Ethiopia
Ministry of Finance and Economic Development (MFED), Tuvalu
Ministry of Finance and Economic Management (MFEM), Cook Islands
Ministry of Planning and International Cooperation (MOPIC), Jordan
Ministry of Water and Environment (MoWE), Uganda
National Agency for Research and Innovation (ANII), Uruguay
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), India
National Environment Management Authority (NEMA), Kenya
National Environment Management Council (NEMC), United Republic of Tanzania
National Fund for Environment and Climate (FNEC), Benin
Natura Foundation, Panama
Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF), Bangladesh
Partnership for Governance Reform (Kemitraan), Indonesia
Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (Profonanpe), Peru

¹ Presented in alphabetical order.

Planning Institute of Jamaica (PIOJ), Jamaica
Protected Areas Conservation Trust (PACT), Belize
South African National Biodiversity Institute (SANBI), South Africa

II. Multilateral implementing entities

African Development Bank (AfDB)
Asian Development Bank (ADB)
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Inter-American Development Bank (IDB)
International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)
International Fund for Agricultural Development (IFAD)
United Nations Development Programme (UNDP)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
United Nations Environment Programme (UNEP)
United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat)
United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)
World Food Programme (WFP)
World Meteorological Organization (WMO)

III. Regional implementing entities

Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC)
Caribbean Development Bank (CDB)
Central American Bank for Economic Integration (CABEI)
Development Bank of Latin America (CAF)
International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)
Pacific Community (SPC)
Sahara and Sahel Observatory (OSS)
Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
West African Development Bank (BOAD)

Annex IV

Participation in meetings and events during the reporting period

[English only]

In addition to AFB meetings, Accreditation Panel meetings and readiness-related events organized by the AFB and its secretariat (described in chap. III of this document), the AFB, its secretariat and/or the AF-TERG organized and/or participated in the following:

- (a) COP26 Catalyst for Climate Action event, organized by the COP 26 Presidency, at Asia-Pacific Regional Climate Week (8 July 2021, virtual);
- (b) First project board meeting of the Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator and AF–UNDP Innovation Small Grant Aggregator Platform (8 July 2021, virtual);
- (c) GCF consultations on enhanced direct access (13 July 2021, virtual);
- (d) 1st technical meeting of the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change (16 July 2021, virtual);
- (e) Weekly meetings of the COP26 Catalyst Action Group on Access to Finance (between 24 August and 9 November 2021);
- (f) SCF technical stakeholder dialogue (2 September 2021, virtual);
- (g) 15th round-table meeting with development partners – update on the twelfth five-year plan of Bhutan (2 September 2021, Thimphu and virtual);
- (h) Launch of the “Building Resilience for Adaptation to Climate Change and Climate Variability in Agriculture in Saint Lucia” project implemented by the Caribbean Development Bank (3 September 2021, Castries and virtual);
- (i) 23rd meeting of the TEC (7–13 September 2021, virtual);
- (j) CTCN technical meeting (8 September 2021, virtual);
- (k) Informal consultations on the GEF programming strategy on adaptation to climate change for the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund (16 September 2021, virtual);
- (l) Second meeting on the eighth replenishment of the GEF (29 September to 1 October 2021, virtual);
- (m) 30th meeting of the GCF Board (4–7 October 2021, virtual);
- (n) Launch of the WMO report *2021 State of Climate Services: Water* (5 October 2021, virtual);
- (o) Adaptation Futures 2020, plenary on adaptation finance (7 October 2021, virtual);
- (p) Towards the sustainable development of SIDS: UNESCO global dialogue series (22 October 2021, virtual);
- (q) United Nations Climate Change Conference 2021 (31 October to 13 November 2021, Glasgow, United Kingdom);
- (r) COP 26 side event on gender-just climate finance: from barriers to actionable solutions (4 November 2021, Glasgow, United Kingdom);
- (s) FAO Land and Water Days (8–9 December 2021, virtual);
- (t) Formative evaluations of work of the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women in the area of climate change (9 December 2021, virtual);

- (u) Sweden Innovation Days, organized by the national innovation agency (17–20 January 2022, virtual);
- (v) Session on climate technology and adaptation – youth-led innovative approaches at the 2022 Conference of the Global Sustainable Technology and Innovation Community (19 January 2022, virtual);
- (w) WFP digital transformation workshop (1 February 2022, virtual);
- (x) Round-table expert dialogues on the second MTS (8 and 10 February 2022, virtual);
- (y) Second meeting on the GEF programming strategy on adaptation to climate change for the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund and operational improvements (16 February 2022, virtual);
- (z) UN4NAPs focal point meeting (23 February 2022, virtual);
- (aa) Interim meeting on the eighth replenishment of the GEF (8–9 March 2022, virtual);
- (bb) UNFPA side event on the threat of the climate crisis to gender equality and the sexual and reproductive health and rights of women and girls, at the Commission on the Status of Women (16 March 2022, virtual);
- (cc) Session on research into action organized by the AFB secretariat at the Gobeshona Global Conference (28 March 2021, virtual);
- (dd) Side event on integrated approaches to enhance climate finance access for adaptation, organized by the AFB secretariat at Middle East and North Africa Climate Week (28 March 2021, virtual);
- (ee) 31st meeting of the GCF Board (28–31 March 2022, virtual);
- (ff) Ministerial discussion on climate impacts on SIDS convened by the Government of Canada at the World Bank and International Monetary Fund Spring Meetings (21 April 2022, Washington, D.C.);
- (gg) Fifteenth session of the Conference of the Parties to the United Nations Convention to Combat Desertification (9–20 May 2022, Abidjan, Côte d’Ivoire);
- (hh) Side events on addressing land degradation and ecosystem restoration through transformative projects and programmes by financing opportunities for increased impact and on the integrated development and adaptation to climate change in the Zambezi Watercourse (5–6 May 2022, Abidjan, Côte d’Ivoire);
- (ii) 32nd meeting of the GCF Board (16–19 May 2022, hybrid);
- (jj) National forum on climate change adaptation (16–20 May 2022, Abidjan, Côte d’Ivoire);
- (kk) Climate change induced loss and damage: informal event on the state of play, organized by Irish Aid and Overseas Development Institute (17–18 May 2022, virtual);
- (ll) Training workshop on climate finance access and mobilization in the island States in the Indian Ocean (23–26 May 2022, Bandos, Maldives);
- (mm) AF-TERG members meeting (31 May to 3 June 2022, Washington, D.C.);
- (nn) Stockholm+50: a healthy planet for the prosperity of all – our responsibility, our opportunity (2–3 June 2022, Stockholm);
- (oo) Fifty-sixth sessions of the UNFCCC subsidiary bodies (6–16 June 2022, Bonn);
- (pp) UN4NAPs side event (13 June 2022, Bonn);
- (qq) Conference of the Climate and Health Africa Network for Collaboration and Engagement (23–24 June 2022, virtual);
- (rr) Caribbean Safe School Initiative third ministerial forum on school safety (28–30 June 2022, Sint Maarten).

Annex V

Examples of gender-sensitive and -responsive interventions in Adaptation Fund projects approved during the reporting period

[English only]

1. Efforts to proactively address gender equality and women's empowerment in adaptation action have continued by ensuring that AF-funded projects and programmes include gender-responsive measures for effective, sustainable and equitable outcomes of adaptation action.
2. Gender-sensitive and -responsive interventions in two AF projects or programmes approved during the reporting period,¹ extracted from their gender assessments and project-specific gender action plans, include:
 - (a) To guide evidence-based adaptation action in projects to raise awareness of the differentiated impacts of climate change on subgroups of women, which include collecting data and managing knowledge on the impact of climate change adaptation on gender equality (using methodologies such as household surveys and focus groups, and documentation of best practices and lessons learned to be replicated and scaled up);
 - (b) To improve women's economic empowerment and autonomy, the projects aim to increase access to formal and non-formal education; capacity-building and productive assets (targeting 60 per cent of female beneficiaries); literacy training, life skills, irrigation technologies, improved soil and water conservation techniques, and irrigation technologies (100 per cent of women beneficiaries); and market opportunities through promotion of small businesses and entrepreneurship; and to reduce the digital divide for rural women in terms of access to information;
 - (c) To increase women's participation and agency, the projects are aimed at increasing women's role in decision-making at the household and community level, for example by setting a target percentage of women in communities for gender-balanced stakeholder consultation, and by carrying out gender-awareness training for civil society organizations and beneficiary communities. The need for an intersectional approach in the stakeholder consultation process has been recognized, which translates into the participation of indigenous women, women of African descent, female farmers and women's leaders from different regions;
 - (d) To strengthen sustainability and strategic partnerships for gender equality, the projects include project staff gender training and local and national capacity-building, with a focus on gender mainstreaming, nutritional education, school safety and environmental adaptation planning. The targeted communities and stakeholders are broad and diverse and include national and subnational entities and organizations led by indigenous and rural women, youth, internally displaced people, refugees, heads of households, children, elderly people and people with disabilities;
 - (e) To address gender-based violence and structural discrimination, the projects have in place and ensure access to grievance mechanisms.

¹ Increasing the resilience of vulnerable populations in Costa Rica by scaling up Adapta2+, implemented by Fundecooperación for Sustainable Development; and strengthening resilience to climate and COVID-19 shocks through integrated water management in the Sudan–Chad border area, implemented by FAO.

Annex VI

Communications

[English only]

1. The AFB, with support of its secretariat, continued its effective strategy of producing and disseminating engaging content in targeted news streams to highlight AF work, project voices on the ground, growing demand for projects and adaptation finance needs, and expanding funding windows and opportunities for countries, among other timely topics.
2. The AFB, supported by its secretariat, continued to be highly productive in its communication endeavours and to innovate new avenues of communication, including the AF podcast series “Building Climate Resilience” and working closely with implementing partners and other stakeholders to showcase AF projects and programmes in action via videos and stories, including using drone footage of projects and highlighting beneficiary voices on the ground, while working creatively around challenges due to the pandemic.
3. Key AF events and other outreach activities were showcased via social media, photo albums, flyers and other platforms. These efforts helped to significantly grow the AF website audience as well as partnerships with key communications colleagues from other funds, IEs and executing entities, civil society organizations, the UNFCCC and other stakeholders operating in the climate space.
4. The AFB, through its secretariat, organized and coordinated the first-ever full-scale AF pavilion, at COP 26, which was very well received, particularly its branded design, and served as a base for raising visibility and media attention for the AF. In combination with project videos, photos and materials, the pavilion provided a space for promoting partnerships and contributed to the momentum that led to record-breaking resources mobilized for the AF. The AFB, with its secretariat’s support, produced a web page highlighting AF activities at COP 26, which attracted more than double the page views as the equivalent web page for COP 25.
5. The AFB, with support of its secretariat, produced 15 press releases, seven project stories, including four in collaboration with media partner Climate Home News to extend the reach, and several e-newsletters and blogs. Themes such as locally led adaptation, enhanced direct access, project scale-up, learning, disaster risk reduction, nature-based solutions, gender and youth, technology and innovation in adaptation were highlighted. Project stories covered a wide range of countries, including direct access projects and those in SIDS and the LDCs. Multimedia products included seven videos showcasing AF projects in action and thought leadership in adaptation across key trends, seven podcasts featuring interviews with NIEs, adaptation leaders and key stakeholders, and seven photo essays. Key messaging was developed and shared to maximize leadership interventions in outreach events. Several new brochures and social media cards were developed on timely themes, and additional stories and videos shared from IE partners.
6. Through extensive media campaigns supported by the AFB secretariat, the AF was in the media spotlight consistently. Significant growth was seen across the diverse communication platforms of the AF and in mentions of the AF in the media, which more than tripled since the previous year.
7. The number of AF website users rose by more than 15 per cent and page views surpassed 760,500, an 8 per cent increase when compared with the previous reporting period. With regard to social media, the AF reached nearly 20,000 followers on Twitter thanks to the active posting of nearly 500 tweets. The continued growth and production of its communication channels has in turn fed the growth of the AF by continuing to build its brand and reaching a growing key audience with quality and diverse communication products highlighting its evolving work.

Annex VII

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board between 1 July 2021 and 30 June 2022

[English only]

Table VII.1

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board during the intersessional period between its 36th and 37th meetings

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single country									
NIE									
Uganda	MoWE	AFB/PPRC.27-28/2	2 249 000	30 799	2 249 000			Not approved	0
MIE									
Djibouti	IFAD	AFB/PPRC.27-28/3	5 339 285	465 000			5 339 285	Approved	5 339 285
Subtotal			7 588 285	495 799	2 249 000		5 339 285		5 339 285
2. Full proposals: regional									
RIE									
Angola, Namibia	OSS	AFB/PPRC.27-28/4	11 941 038	920 183		11 941 038		Approved	11 941 038
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	AFB/PPRC.27-28/5	14 000 000	1 120 905		14 000 000		Not approved	0
MIE									
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Thailand, Viet Nam	UNESCO	AFB/PPRC.27-28/6	4 898 775	374 524			4 898 775	Not approved	0
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.27-28/7	13 951 160	1 195 600			13 951 160	Not approved	0
Subtotal			44 790 973	3 611 212		25 941 038	18 849 935		11 941 038
Total (1+2)			52 379 258	4 107 011	2 249 000	25 941 038	24 189 220		17 280 323

Table VII.2

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board at its 37th meeting

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single country									
NIE									
Bhutan	BTFEC	AFB/PPRC/28/5	9 998 955	600 000	9 998 955			Not approved	0
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.27/5	963 456	84 358	963 456			Approved	963 456
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.27/6	824 835	72 221	824 835			Approved	824 835
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	AFB/PPRC/28/6	2 500 000	201 271	2 500 000			Not approved	0
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	AFB/PPRC/28/7	4 000 000	322 050	4 000 000			Not approved	0
Uganda (1)	MoWE	AFB/PPRC/28/8	2 249 000	181 000	2 249 000			Not approved	0
MIE									
Côte d'Ivoire	IFAD	AFB/PPRC/28/9	6 000 000	108 431			6 000 000	Waitlisted (2nd)	0
Haiti	UNESCO	AFB/PPRC/28/10	9 916 344	867 000			9 916 344	Waitlisted (1st)	0
Malaysia	UN-Habitat	AFB/PPRC/28/11	10 000 000	799 613			10 000 000	Waitlisted (3rd)	0
Subtotal			46 452 590	3 235 944	20 536 246		25 916 344		1 788 291
2. Concepts: single country									
NIE									
Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC/28/12	10 000 000	860 000	10 000 000			Not endorsed	
Honduras	CASM	AFB/PPRC/28/13	4 000 000	380 000	4 000 000			Not endorsed	
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	AFB/PPRC/28/14	3 500 000	282 000	3 500 000			Endorsed	
Uganda (2)	MoWE	AFB/PPRC/28/15	9 504 600	744 600	9 504 600			Not endorsed	
RIE									
Trinidad and Tobago	CAF	AFB/PPRC/28/16	10 000 000	750 000		10 000 000		Endorsed	
MIE									
Nicaragua	FAO	AFB/PPRC/28/17	10 000 000	875 000			10 000 000	Not endorsed	
North Macedonia	FAO	AFB/PPRC/28/18	9 991 711	798 950			9 991 711	Endorsed	
Vanuatu	FAO	AFB/PPRC/28/19	7 128 450	570 000			7 128 450	Endorsed	
Subtotal			64 124 761	5 260 550	27 004 600	10 000 000	27 120 161		

	<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
3. PFG/PFA: single country										
NIE										
PFG	Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC/28/12/Add.1	30 000		30 000			Not approved	0
PFA	Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC/28/12/Add.2	20 000		20 000			Not approved	0
PFG	Honduras	CASM	AFB/PPRC/28/13/Add.1	30 000		30 000			Not approved	0
PFA	Honduras	CASM	AFB/PPRC/28/13/Add.2	20 000		20 000			Not approved	0
PFG	United Republic of Tanzania (3)	NEMC	AFB/PPRC/28/14/Add.1	30 000		30 000			Approved	30 000
PFG	Uganda (2)	MoWE	AFB/PPRC/28/15/Add.1	45 000		45 000			Not approved	0
Subtotal				175 000		175 000				30 000
4. Full proposals: regional										
RIE										
	Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	AFB/PPRC/28/20	14 000 000	1 120 905		14 000 000		Approved	14 000 000
Subtotal				14 000 000	1 120 905		14 000 000			14 000 000
5. Concepts: regional										
MIE										
	Botswana, Malawi, Mozambique, South Africa, Zambia, Zimbabwe	IFAD	AFB/PPRC/28/21	13 932 000	645 500			13 932 000	Not endorsed	
	Cuba, Panama	FAO	AFB/PPRC/28/22	14 000 000	1 330 000			14 000 000	Endorsed	
	India, Sri Lanka	WFP	AFB/PPRC/28/23	13 995 524	1 119 100			13 995 524	Endorsed	
Subtotal				41 927 524	3 094 600			41 927 524		
6. PFG: regional concepts										
MIE										
PFG	Cuba, Panama	FAO	AFB/PPRC/28/22/Add.1	100 000				100 000	Approved	100 000
PFG	India, Sri Lanka	WFP	AFB/PPRC/28/23/Add.1	80 000				80 000	Approved	80 000
Subtotal				180 000				180 000		180 000
7. Pre-concepts: regional										

	<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
RIE										
	Benin, Togo	OSS	AFB/PPRC/28/24	14 000 000	1 040 000		14 000 000		Endorsed	
MIE										
	Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	WMO	AFB/PPRC/28/25	13 662 862	1 092 500			13 662 862	Not endorsed	
	Cambodia, Viet Nam	UNIDO	AFB/PPRC/28/26	14 000 000	1 225 785			14 000 000	Not endorsed	
	Costa Rica, Panama	UNEP	AFB/PPRC/28/27	11 900 000	950 000			11 900 000	Endorsed	
Subtotal				53 562 862	4 308 285		14 000 000	39 562 862		
8. PFG: regional pre-concepts										
RIE										
PFG	Benin, Togo	OSS	AFB/PPRC/28/24/Add.1	20 000			20 000		Approved	20 000
MIE										
PFG	Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	WMO	AFB/PPRC/28/25/Add.1	19 980				19 980	Not approved	0
PFG	Cambodia, Viet Nam	UNIDO	AFB/PPRC/28/26/Add.1	20 000				20 000	Not approved	0
PFG	Costa Rica, Panama	UNEP	AFB/PPRC/28/27/Add.1	20 000				20 000	Approved	20 000
Subtotal				79 980			20 000	59 980		40 000
Total (1+2+3+4+5+6+7+8)				220 502 717	17 020 284	47 715 846	38 020 000	134 766 871		16 038 291
9. Full proposals: enhanced direct access										
NIE										
	Rwanda	Ministry of Environment	AFB/PPRC/28/29	5 000 000	386 300	5 000 000			Not approved	0
Subtotal				5 000 000	386 300	5 000 000				0
10. Concepts: enhanced direct access										
NIE										
	Belize	PACT	AFB/PPRC/28/30	5 000 000	68 180	5 000 000			Endorsed	
Subtotal				5 000 000	68 180	5 000 000				
11. PFG/PFA: enhanced direct access										
NIE										
PFG	Belize	PACT	AFB/PPRC/28/30/Add.1	30 000		30 000			Approved	30 000

	<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
PFA	Belize	PACT	AFB/PPRC/28/30/Add.2	20 000		20 000			Approved	20 000
Subtotal				50 000		50 000				50 000
Total (9+10+11)				10 050 000	454 480	10 050 000				50 000
12. Concepts single country: large innovation projects										
NIE										
	Belize	PACT	AFB/PPRC/28/32	4 970 000	435 166	4 970 000			Not endorsed	
MIE										
	Somalia	UNEP	AFB/PPRC/28/33	5 000 000	475 000			5 000 000	Not endorsed	
	Viet Nam	IFAD	AFB/PPRC/28/34	5 000 000	332 000			5 000 000	Not endorsed	
Subtotal				14 970 000	1 242 166	4 970 000		10 000 000		
13. PFG/PFA: single-country large innovation projects										
NIE										
PFG	Belize	PACT	AFB/PPRC/28/32/Add.1	30 000		30 000			Not approved	0
PFA	Belize	PACT	AFB/PPRC/28/32/Add.2	20 000		20 000			Not approved	0
Subtotal				50 000		50 000				0
14. Pre-concepts regional: large innovation projects										
MIE										
	Kenya, Uganda	UNIDO	AFB/PPRC/28/35	5 000 000	437 295		5 000 000		Endorsed	
Subtotal				5 000 000	437 295		5 000 000			
Total (12+13+14)				20 020 000	1 679 461	5 020 000	5 000 000	10 000 000		0
15. Innovation small grants										
NIE										
	Bhutan	BTFEC	AFB/PPRC/28/37	250 000	20 000	250 000			Approved	250 000
	Uganda	MoWE	AFB/PPRC/28/38	250 000	15 000	250 000			Not approved	0
Subtotal				500 000	35 000	500 000				250 000
16. Learning grants										
NIE										
	Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC/28/40	149 994		149 994			Approved	149 994
Subtotal				149 994		149 994				149 994
Total (1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11+12+13+14+15+16)				251 222 711	19 189 225	63 435 840	43 020 000	144 766 871		16 488 285

Table VII.3

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board during the intersessional period between its 37th and 38th meetings

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Full proposals: single country									
MIE									
Côte d'Ivoire	IFAD	AFB/PPRC/28/9	6 000 000	108 431			6 000 000	Approved	6 000 000
Haiti	UNESCO	AFB/PPRC/28/10	9 916 344	867 000			9 916 344	Approved	9 916 344
Malaysia	UN-Habitat	AFB/PPRC/28/11	10 000 000	799 613			10 000 000	Approved	10 000 000
Subtotal			25 916 344	1 775 044			25 916 344		15 916 344
Total			25 916 344	1 775 044			25 916 344		15 916 344

Table VII.4

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board at its 38th meeting

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single country									
NIE									
Niger	Agricultural Bank of Niger	AFB/PPRC.29/4	9 982 000	797 200	9 982 000			Not approved	0
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	AFB/PPRC.29/5	2 500 000	201 271	2 500 000			Not approved	0
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	AFB/PPRC.29/6	4 000 086	316 383	4 000 086			Not approved	0
Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.29/7	4 989 000	432 000	4 989 000			Not approved	0
RIE									
Trinidad and Tobago	CAF	AFB/PPRC.29/8	10 000 000	857 608		10 000 000		Approved	10 000 000
MIE									
Central African Republic	IFAD	AFB/PPRC.29/9	10 000 000	180 717			10 000 000	Not approved	0
Kyrgyzstan	IFAD	AFB/PPRC.29/10	9 999 313	577 894			9 999 313	Approved	9 999 313
Subtotal			51 470 399	3 363 073	21 471 086	10 000 000	19 999 313		19 999 313

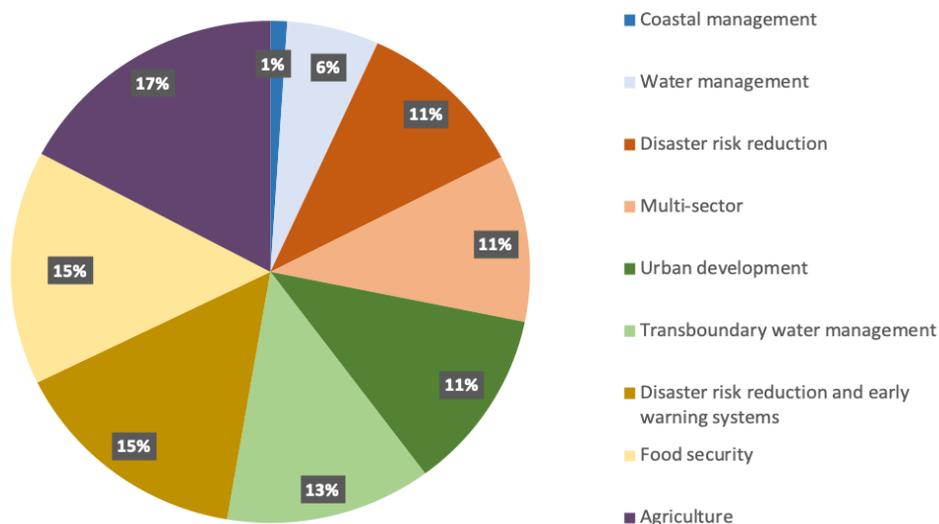
2. Concepts: single country**NIE**

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Benin (1)	FNEC	AFB/PPRC.29/11	2 934 545	234 650	2 934 545			Endorsed	
Benin (2)	FNEC	AFB/PPRC.29/12	3 053 742	244 181	3 053 742			Endorsed	
Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC.29/13	10 000 000	860 000	10 000 000			Endorsed	
Côte d'Ivoire	FIRCA	AFB/PPRC.29/14	4 000 000	319 845	4 000 000			Not endorsed	
Honduras	CASM	AFB/PPRC.29/15	4 000 000	380 000	4 000 000			Not endorsed	
Peru	Profonanpe	AFB/PPRC.29/16	5 465 145	437 000	5 465 145			Not endorsed	
Uganda	MoWE	AFB/PPRC.29/17	9 504 600	760 000	9 504 600			Endorsed	
RIE									
Argentina	CAF	AFB/PPRC.29/18	10 000 000	879 117		10 000 000		Not endorsed	
Papua New Guinea	Pacific Community	AFB/PPRC.29/19	9 908 461	867 658		9 908 461		Endorsed	
MIE									
Cabo Verde	FAO	AFB/PPRC.29/20	9 998 228	875 930			9 998 228	Endorsed	
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.29/21	6 811 474	596 396			6 811 474	Not endorsed	
Nicaragua	FAO	AFB/PPRC.29/22	10 000 000	875 000			10 000 000	Endorsed	
Philippines	UNIDO	AFB/PPRC.29/23	5 463 643	397 816			5 463 643	Endorsed	
Sri Lanka	UN-Habitat	AFB/PPRC.29/24	2 000 000	175 104			2 000 000	Endorsed	
Zambia	IFAD	AFB/PPRC.29/25	10 000 000	883 500			10 000 000	Not endorsed	
Subtotal			103 139 838	8 786 197	38 958 032	19 908 461	44 273 345		
3. PFG: single country									
NIE									
Benin (1)	FNEC	AFB/PPRC.29/11/Add.1	27 000		27 000			Approved	27 000
Costa Rica	Fundecooperación	AFB/PPRC.29/13/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Côte d'Ivoire	FIRCA	AFB/PPRC.29/14/Add.1	50 000		50 000			Not approved	0
Honduras	CASM	AFB/PPRC.29/15/Add.1	50 000		50 000			Not approved	0
Uganda	MoWE	AFB/PPRC.29/17/Add.1	45 000		45 000			Approved	45 000

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Subtotal			222 000		222 000				122 000
4. Full proposals: regional									
RIE									
Belize, Guatemala, Honduras	Central American Bank for Economic Integration	AFB/PPRC.29/26	13 248 121	1 160 250		13 248 121		Not approved	0
MIE									
Antigua and Barbuda, Saint Lucia	UN-Habitat	AFB/PPRC.29/27	13 996 500	1 225 500			13 996 500	Not approved	0
Chad, Sudan	FAO	AFB/PPRC.29/28	14 000 000	1 200 625			14 000 000	Approved	14 000 000
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.29/29	13 986 990	1 197 000			13 986 990	Not approved	0
Subtotal			55 231 611	4 783 375		13 248 121	41 983 490		14 000 000
Total (1+2+3+4)			210 063 848	16 932 645	60 651 118	43 156 582	106 256 148		34 121 313
5. Concepts: enhanced direct access									
NIE									
Peru	Profonanpe	AFB/PPRC.29/31	5 000 000	68 103		5 000 000		Not endorsed	
United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.29/32	4 951 245	464 815		4 951 245		Not endorsed	
Subtotal			9 951 245	532 918		9 951 245			
6. PFG: enhanced direct access									
NIE									
United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.29/32/Add.1	50 000			50 000		Not approved	0
Subtotal			50 000			50 000			0
Total (5+6)			10 001 245	532 918		10 001 245			0
7. Full proposals single country: large innovation projects									
NIE									
Bangladesh	Palli Karma-Sahayak Foundation	AFB/PPRC.29/34	5 000 000	400 000	5 000 000			Not approved	0
Subtotal			5 000 000	400 000	5 000 000				0

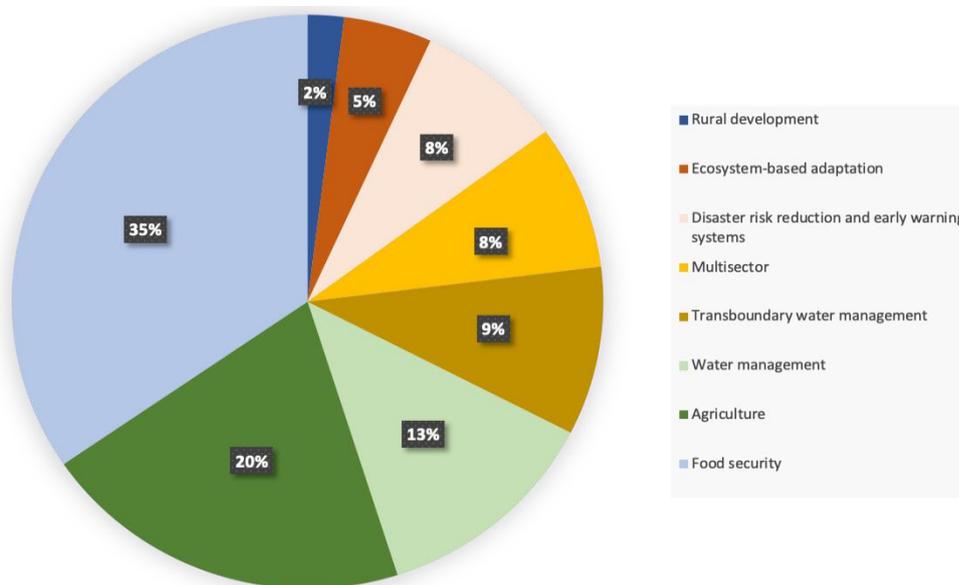
<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
8. Concepts single country: large innovation projects									
MIE									
Egypt	FAO	AFB/PPRC.29/36	4 873 400	426 293			4 873 400	Endorsed	
Subtotal			4 873 400	426 293			4 873 400		
9. Pre-concepts regional: large innovation projects									
MIE									
Gambia, United Republic of Tanzania	WMO	AFB/PPRC.29/37	5 000 000	388 128			5 000 000	Endorsed	
Subtotal			5 000 000	388 128			5 000 000		
10. Innovation small grants									
NIE									
Uganda	MoWE	AFB/PPRC.29/39	250 000	15 000	250 000			Approved	250 000
Subtotal			250 000	15 000	250 000				250 000
Total (7+8+9+10)			15 123 400	1 229 421	5 250 000		9 873 400		250 000
Total (1+2+3+4+5+6+7+8+9+10)			235 188 493	18 694 984	65 901 118	53 157 827	116 129 548		34 371 313

Figure VII.1
Fully developed project and programme proposals approved by the Adaptation Fund Board between 1 July 2021 and 30 June 2022, shares by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management, and innovation in adaptation finance.

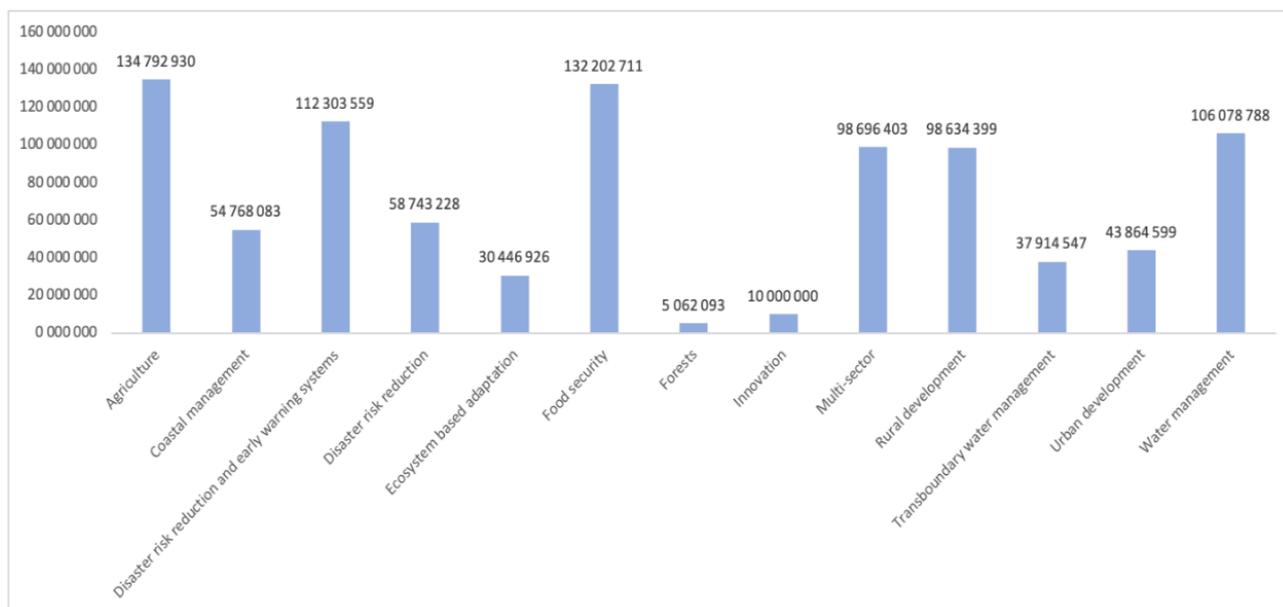
Figure VII.2
Project and programme pre-concepts and concepts endorsed by the Adaptation Fund Board between 1 July 2021 and 30 June 2022, shares by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management and innovation in adaptation finance.

Figure VII.3

Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2022 by allocated amount, by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management, and innovation in adaptation finance.

Table VII.5

Funding decisions made by the Adaptation Fund Board for projects under the Readiness Programme for Climate Finance during the reporting period

<i>Party</i>	<i>IE providing support</i>	<i>PPRC document reference</i>	<i>Requested amount (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>	<i>AFB decision</i>
Readiness package grants						
Cameroon	CSE	AFB/PPRC.28-29.2	149 405	149 405	0	Not approved
Zambia	CSE	AFB/PPRC.28-29.3	149 188	149 188	0	Not approved
Total			298 593	298 593	0	

Annex VIII

Status of the portfolio of the Adaptation Fund

[English only]

Table VIII.1

Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2022

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Senegal	Adaptation to coastal erosion in vulnerable areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17 Sep. 2010	Closed
Honduras	Addressing climate change risks on water resources in Honduras: increased systemic resilience and reduced vulnerability of the urban poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17 Sep. 2010	Closed
Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	15 Dec. 2010	Closed
Mauritius	Climate change adaptation programme in the coastal zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	9 119 240	15 Dec. 2010	Closed
Eritrea	Climate change adaptation programme in water and agriculture in the Anseba region of Eritrea	UNDP	6 520 850	6 520 850	15 Dec. 2010	Closed
Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	15 Dec. 2010	Closed
United Republic of Tanzania	Implementation of concrete adaptation measures to reduce vulnerability of livelihood and economy of coastal communities in the United Republic of Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	15 Dec. 2010	Closed
Pakistan	Reducing risks and vulnerabilities from glacier lake outburst floods in northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15 Dec. 2010	Closed
Nicaragua	Reduction of risks and vulnerability based on flooding and droughts in the Estero Real River watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15 Dec. 2010	Closed
Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Pichincha province and the Jubones River basin	WFP	7 449 468	7 449 468	18 Mar. 2011	Closed
Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	5 425 000	22 Jun. 2011	Closed
Mongolia	Ecosystem-based adaptation approach to maintaining water security in critical water catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22 Jun. 2011	Closed

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Maldives	Increasing climate resilience through an integrated water resource management programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhdhoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22 Jun. 2011	Closed
Madagascar	Promoting climate resilience in the rice sector through pilot investments in Alaotra-Mangoro region	UNEP	5 104 925	5 104 925	22 Jun. 2011	Closed
Cook Islands	Strengthening the resilience of the islands and communities of Cook Islands to climate change	UNDP	5 381 600	5 381 600	15 Sep. 2011	Closed
Georgia	Developing climate-resilient flood and flash flood management practices to protect vulnerable communities of Georgia	UNDP	5 316 500	5 316 500	16 Sep. 2011	Closed
Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change-related floods in the north coast and islands region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16 Sep. 2011	Closed
Samoa	Enhancing resilience of Samoa's coastal communities to climate change	UNDP	8 732 351	8 732 351	16 Sep. 2011	Closed
Uruguay	Building resilience to climate change and variability of vulnerable smallholders	National Agency for Research and Innovation	9 967 678	9 967 678	14 Dec. 2011	Closed
Myanmar	Addressing climate change risks for water resources and food security in the dry zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	7 909 026	27 Dec. 2012	Closed
Colombia	Reducing risk and vulnerability to climate change in the region of La Depresión Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	8 518 307	15 Mar. 2012	Closed
Ghana	Increased resilience to climate change in northern Ghana through management of water resources and diversification of livelihoods	UNDP	8 293 972	8 293 972	16 Mar. 2012	Closed
Egypt	Building resilient food security systems to benefit the southern Egypt region	WFP	6 904 318	6 904 318	28 Jun. 2012	Closed
Lebanon	Climate-smart agriculture: enhancing adaptive capacity of the rural communities in Lebanon	IFAD	7 860 825	4 009 943	28 Jun. 2012	Under implementation
Djibouti	Developing agropastoral shade gardens as an adaptation strategy for poor rural communities	UNDP	4 658 556	4 658 556	28 Jun. 2012	Closed
Mauritania	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Mauritania	WFP	7 803 605	7 803 605	28 Jun. 2012	Closed
Jamaica	Enhancing the resilience of the agricultural sector and coastal areas to protect livelihoods and improve food security	Planning Institute of Jamaica	9 965 000	8 748 735	28 Jun. 2012	Under implementation
Sri Lanka	Addressing climate change impacts on marginalized agricultural communities living in the Mahaweli River basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	7 989 727	29 Jun. 2012	Closed

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Cambodia	Enhancing climate resilience of rural communities living in protected areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 954 273	29 Jun. 2012	Under implementation
Argentina	Increasing climate resilience and enhancing sustainable land management in the south-west of the Buenos Aires province	IBRD	4 296 817	4 296 817	29 Jun. 2012	Closed
Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque provinces	UNDP	6 067 320	6 067 320	14 Dec. 2012	Closed
Seychelles	Ecosystem-based adaptation to climate change in Seychelles	UNDP	6 455 750	6 455 750	20 Dec. 2012	Under implementation
Argentina	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small-size agriculture producers in the north-east of Argentina	General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects	5 640 000	5 640 000	4 Apr. 2013	Closed
Belize	Belize Marine Conservation and Climate Adaptation Initiative	IBRD	6 000 000	6 000 000	5 Apr. 2013	Closed
Nepal	Adapting to climate-induced threats to food production and food security in the Karnali region of Nepal	WFP	9 527 160	9 527 160	4 Jul. 2013	Under implementation
Kenya	Integrated programme to build resilience to climate change and adaptive capacity of vulnerable communities in Kenya	National Environment Management Authority	9 998 302	9 998 302	1 Nov. 2013	Under implementation
Rwanda	Reducing vulnerability to climate change in north-west Rwanda through community-based adaptation	Ministry of Environment	9 969 619	9 969 619	1 Nov. 2013	Closed
Uzbekistan	Developing climate resilience of farming communities in the drought-prone parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	5 415 103	10 Feb. 2014	Closed
India	Climate-smart actions and strategies in the north-western Himalayan region for sustainable livelihoods of agriculture-dependent hill communities	NABARD	969 570	969 570	20 Mar. 2014	Under implementation
Morocco	Climate change adaptation project in oasis zones	Agency for Agricultural Development	9 970 000	9 970 000	7 Oct. 2014	Under implementation
South Africa	Building resilience in the greater uMngeni catchment in South Africa	South African National Biodiversity Institute	7 495 055	7 495 055	10 Oct. 2014	Under implementation
India	Conservation and management of coastal resources as a potential adaptation strategy for sea level rise	NABARD	689 264	689 264	10 Oct. 2014	Under implementation
India	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small and marginal farmers in the Purulia and Bankura districts of West Bengal	NABARD	2 510 854	2 510 854	10 Oct. 2014	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Costa Rica	Reducing vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	Fundecooperación	9 970 000	9 970 000	10 Oct. 2014	Under implementation
South Africa	Taking adaptation to the ground: a small grants facility for enabling local-level responses to climate change	South African National Biodiversity Institute	2 442 682	2 442 682	10 Oct. 2014	Under implementation
Mali	Programme support for climate change adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuctou	UNDP	8 533 348	8 533 348	25 Mar. 2015	Closed
India	Climate proofing of watershed development projects in the states of Tamil Nadu and Rajasthan	NABARD	1 344 155	1 344 155	9 Apr. 2015	Under implementation
India	Building adaptive capacities of the small inland fishermen community for climate resilience and livelihood security in Madhya Pradesh	NABARD	1 790 500	895 240	10 Apr. 2015	Under implementation
Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change	Ministry of Planning and International Cooperation	9 226 000	9 226 000	10 Apr. 2015	Under implementation
Peru	Adaptation to the impacts of climate change on Peru's coastal marine ecosystems and fisheries	Profonampe	6 950 239	6 024 646	9 Oct. 2015	Under implementation
Chile	Enhancing resilience to climate change of small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	Chilean Agency for International Development Cooperation	9 960 000	9 960 000	9 Oct. 2015	Under implementation
Niger	Enhancing resilience of agriculture to climate change to support food security in Niger through modern irrigation techniques	BOAD	9 911 000	1 376 000	5 Jul. 2016	Under implementation
Uganda	Enhancing resilience of communities to climate change through catchment-based integrated management of water and related resources in Uganda	OSS	7 751 000	6 452 000	5 Jul. 2016	Under implementation
Paraguay	Ecosystem-based approaches to reducing the vulnerability of food security to the impacts of climate change in the Chaco region of Paraguay	UNEP	7 128 450	2 479 357	4 Oct. 2016	Under implementation
Panama	Adapting to climate change through integrated water management in Panama	Natura Foundation	9 967 559	9 967 559	5 Oct. 2016	Under implementation
Antigua and Barbuda	An integrated approach to physical adaptation and community resilience in Antigua and Barbuda's north-west McKinnon's watershed	Department of Environment	9 970 000	8 399 000	5 Oct. 2016	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
India	Building adaptive capacities of communities, livelihoods and ecological security in the Kanha-Pench Corridor of Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	2 556 093	7 Oct. 2016	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Enhancing the climate and disaster resilience of the most vulnerable rural and emerging urban human settlements in the Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	4 500 000	3 920 648	7 Oct. 2016	Under implementation
Ethiopia	Climate-smart integrated rural development project	Ministry of Finance and Economic Cooperation	9 987 910	9 987 910	17 Mar. 2017	Under implementation
Honduras	Ecosystem-based adaptation of communities in the central forest corridor in Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	3 649 300	17 Mar. 2017	Under implementation
Micronesia (Federated States of)	Enhancing the climate resilience of vulnerable island communities in the Federated States of Micronesia	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme	9 000 000	5 903 581	17 Mar. 2017	Under implementation
Peru	Strengthening the livelihoods of vulnerable highland communities in the provinces of Arequipa, Caylloma, Condesuyos, Castilla and La Union in the region of Arequipa in Peru	CAF	2 941 446	2 941 446	17 Mar. 2017	Under implementation
Regional	Agricultural Climate Resilience Enhancement Initiative	WMO	6 800 000	6 800 000	17 Mar. 2017	Under implementation
Regional	Adapting to climate change in the Lake Victoria basin	UNEP	5 000 000	5 000 000	5 Jul. 2017	Under implementation
Regional	Building adaptive capacity through food and nutrition security and peacebuilding actions in vulnerable African and indigenous communities in the Colombia-Ecuador border area	WFP	14 000 000	8 559 239	5 Jul. 2017	Under implementation
Senegal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar and Fadiol)	CSE	1 351 000	933 376	5 Jul. 2017	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing urban resilience to climate change impacts and natural disasters: Honiara	UN-Habitat	4 395 877	2 202 550	10 Oct. 2017	Under implementation
Fiji	Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks	UN-Habitat	4 235 995	1 797 380	10 Oct. 2017	Under implementation
Guinea-Bissau	Scaling up climate-smart agriculture in east Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	3 034 000	10 Oct. 2017	Under implementation
Namibia	Pilot rural desalination plants using renewable power and membrane technology	Desert Research Foundation of Namibia	4 999 674	4 999 674	13 Oct. 2017	Under implementation
Cook Islands	Pa Enea Action for Resilient Livelihoods	Ministry of Finance and Economic Management	2 999 125	2 999 125	22 Mar. 2018	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Iraq	Building resilience of the agriculture sector to climate change in Iraq	IFAD	9 999 660	1 300 800	22 Mar. 2018	Under implementation
Micronesia (Federated States of)	Practical solutions for reducing community vulnerability to climate change in the Federated States of Micronesia	Micronesia Conservation Trust	970 000	970 000	22 Mar. 2018	Under implementation
Mongolia	Flood resilience in Ulaanbaatar ger areas – climate change adaptation through community-driven small-scale protective and basic services interventions	UN-Habitat	4 495 235	4 181 369	16 Jul. 2018	Under implementation
Regional	Promoting climate-smart agriculture in West Africa	BOAD	14 000 000	5 664 000	16 Jul. 2018	Under implementation
Regional	Reducing climate vulnerability and flood risk in coastal urban and semi-urban areas in cities in Latin America	CAF	13 910 400	12 364 523	16 Jul. 2018	Under implementation
Ecuador	Increasing adaptive capacity of local communities, ecosystems and hydroelectric systems in the Río Blanco upper watershed (Toachi-Pilatón watershed) with a focus on ecosystem- and community-based adaptation and integrated adaptive watershed management	CAF	2 489 373	646 368.08	16 Jul. 2018	Proposal approved
Armenia	Artik city closed stonepit waste and flood management pilot project	EPIU	1 435 100	1 435 100	12 Oct. 2018	Under implementation
Regional	Integrating flood and drought management and early warning for climate change adaptation in the Volta basin	WMO	7 920 000	7 122 000	12 Oct. 2018	Under implementation
Regional	Restoring marine ecosystem services by rehabilitating coral reefs to meet a changing climate future	UNDP	10 000 000	5 080 435	12 Oct. 2018	Under implementation
Armenia	Strengthening land-based adaptation capacity in communities adjacent to protected areas in Armenia	EPIU	2 506 000	2 246 877	15 Mar. 2019	Under implementation
Dominican Republic	Enhancing climate resilience in the San Cristóbal province of the Dominican Republic – integrated water resources management programme	Dominican Institute of Integral Development	9 953 692	7 962 953.55	15 Mar. 2019	Under implementation
Regional	Integrated climate-resilient transboundary flood risk management in the Drin River basin in the Western Balkans	UNDP	9 927 750	7 022 698	15 Mar. 2019	Under implementation
Bangladesh	Adaptation initiative for climate-vulnerable offshore small islands and riverine char land in Bangladesh	UNDP	9 995 369	2 588 075	15 Mar. 2019	Under implementation
Indonesia	Community adaptation for forest-food-based management in the Kemitraan Saddang watershed ecosystem		835 465	835 465	8 Jul. 2019	Under implementation
Regional	Enhancing adaptive capacity of Andean communities through climate services	WMO	7 432 250	2 229 600	8 Jul. 2019	Under implementation
Lesotho	Improving adaptive capacity of vulnerable and food-insecure populations in Lesotho	WFP	9 999 894	6 763 951	8 Jul. 2019	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Building climate and disaster resilience capacities of vulnerable small towns in the Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	5 500 000	804 392	8 Jul. 2019	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Sierra Leone	Promoting climate resilience in the cocoa and rice sectors as an adaptation strategy in Sierra Leone	IFAD	9 916 925	2 940 567	8 Jul. 2019	Under implementation
Tajikistan	An integrated landscape approach to enhancing the climate resilience of small-scale farmers and pastoralists in Tajikistan	UNDP	9 996 441	1 076 804	8 Jul. 2019	Proposal approved
Saint Lucia	Building resilience for adaptation to climate change and climate vulnerabilities in agriculture in Saint Lucia	Caribbean Development Bank	9 858 570	4 271 552	8 Jul. 2019	Under implementation
Regional	Climate change adaptation in vulnerable coastal cities and ecosystems of the Uruguay River	CAF	13 999 996	2 799 999	15 Jul. 2019	Under implementation
Regional	Integration of climate change adaptation measures in the concerted management of the W-Arly-Pendjari transboundary complex	OSS	11 536 200	5 048 450	15 Jul. 2019	Under implementation
Regional	Building urban climate resilience in south-eastern Africa	UN-Habitat	13 997 423	6 943 072	15 Jul. 2019	Under implementation
Regional	Strengthening drought resilience of smallholder farmers and pastoralists in the Intergovernmental Authority on Development region	OSS	13 079 540	2 100 000	11 Oct. 2019	Under implementation
Malawi	Adapting to climate change through integrated risk management strategies and enhanced market opportunities for resilient food security and livelihoods	WFP	9 989 335	5 372 503	11 Oct. 2019	Under implementation
Democratic Republic of the Congo	Building adaptive capacity to climate change in vulnerable communities living in the Congo River basin	WFP	9 999 909	1 996 677	11 Oct. 2019	Under implementation
Georgia	Dairy modernization and market access: adaptation component	IFAD	4 644 794	973 737	11 Oct. 2019	Under implementation
El Salvador	Enhancing climate resilience of rural communities and ecosystems in Ahuachapán-Sur, El Salvador	UNDP	8 484 503	1 718 487	11 Oct. 2019	Under implementation
Republic of Moldova	Talent retention for rural transformation – Adapt	IFAD	6 008 095	881 221	11 Oct. 2019	Under implementation
Global	Special financing window in support of innovation for adaptation	UNEP	5 000 000	713 900	11 Oct. 2019	Under implementation
Global	AF–UNDP Innovation Small Grant Aggregator Platform	UNDP	5 000 000	1 088 393	11 Oct. 2019	Under implementation
United Republic of Tanzania	Enhancing climate change adaptation for agropastoral communities in Kongwa district	NEMC	1 200 000	360 102	1 Jun. 2020	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Enhancing climate change resilience of coastal communities of Zanzibar	NEMC	1 000 000	243 023	1 Jun. 2020	Proposal approved
Pakistan	Enhancing community, local and national level urban climate change resilience to water scarcity, caused by floods and droughts in Rawalpindi and Nowshera in Pakistan	UN-Habitat	6 094 000	439 860	1 Jun. 2020	Under implementation
Tunisia	Economic, social and solidarity insertion for resilience in the Governorate of Kairouan	IFAD	9 997 190	2 278 477	1 Jun. 2020	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Viet Nam	Enhancing the resilience inclusive and sustainable eco-human settlement development through small-scale infrastructure interventions in the coastal regions of the Mekong Delta in Viet Nam	UN-Habitat	6 345 292	2 294 429	1 Jun. 2020	Under implementation
Indonesia	Safekeeping–surviving–sustaining towards resilience: 3S approach to building coastal city resilience to climate change impacts and natural disasters in Pekalongan City, Central Java Province	Kemitraan	5 972 670	2 518 797	23 Sep. 2020	Under implementation
Cameroon	Increasing local communities’ resilience to climate change through youth entrepreneurship and integrated natural resources management	IFAD	9 982 000	1 260 000	23 Sep. 2020	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Strategic water harvesting technologies for enhancing resilience to climate change in rural communities in semi-arid areas of Tanzania	NEMC	1 280 000	349 227	23 Sep. 2020	Under implementation
Indonesia	Adapting to climate change through sustainable integrated watershed governance in indigenous people of Ammatoa Kajang Customary Area in Bulukumba Regency, South Sulawesi Province, Indonesia	Kemitraan	1 125 015	398 029	23 Sep. 2020	Under implementation
Egypt	Building resilient food security systems to benefit the southern Egypt region – phase 2	WFP	3 094 962	760 654	23 Sep. 2020	Under implementation
Liberia	Building climate resilience in Liberia’s cocoa and rice sectors	IFAD	9 592 082	1 792 592	23 Sep. 2020	Proposal approved
Regional	Reducing vulnerabilities of populations in the Central Asia region from glacier lake outburst floods in a changing climate	UNESCO	6 500 000	830 033	15 Oct. 2020	Under implementation
Cambodia	Climate change adaptation through protective small-scale infrastructure interventions in coastal settlements of Cambodia	UN-Habitat	5 000 000	1 064 998	26 Jan. 2021	Under implementation
Regional	Increasing the resilience of both displaced persons and host communities to climate change-related water challenges in Jordan and Lebanon	UN-Habitat	1 397 350.9	2 560 482	11 Mar. 2021	Under implementation
Regional	Mekong ecosystem-based adaptation South: Enhancing climate resilience in the Greater Mekong subregion through ecosystem-based adaptation in the context of South–South cooperation	UNEP	7 000 000	834 690	11 Mar. 2021	Proposal approved
Gambia	Rural integrated climate adaptation and resilience-building project	WFP	10 000 000	959 736	11 Mar. 2021	Under implementation
Zimbabwe	Strengthening local communities’ adaptive capacity and resilience to climate change through sustainable groundwater utilization in Zimbabwe	UNESCO	5 000 000	0		Proposal approved
United Republic of Tanzania	Bunda climate resilience and adaptation project	NEMC	1 400 000	786 269	8 Apr. 2021	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Syrian Arab Republic	Increasing the climate change resilience of communities in eastern Ghouta in rural Damascus to water scarcity challenges through integrated natural resource management and immediate adaptation interventions	UN-Habitat	9 997 156	6 826 680	8 Apr. 2021	Proposal approved
Regional	Resilience-building as climate change adaptation in drought-struck south-western African communities	OSS	11 941 038	4 868 000	26 Jul. 2021	Proposal approved
Djibouti	Integrated water and soil resources management	IFAD	5 339 285	1 052 450	26 Jul. 2021	Under implementation
Indonesia	Enhancing the adaptation capability of coastal community in facing the impacts of climate change in Negeri (village) Asilulu, Ureng and Lima of Leihitu District Maluku Tengah Regency Maluku Province	Kemitraan	963 456	320 794	21 Oct. 2021	Proposal approved
Indonesia	Embracing the sun: redefining public space as a solution for the effects of global climate change in Indonesia's urban areas	Kemitraan	824 835	549 890	21 Oct. 2021	Proposal approved
Regional	Scaling up climate-resilient rice production in West Africa	OSS	14 000 000	3 569 250	21 Oct. 2021	Proposal approved
Côte d'Ivoire	Increasing rural communities' adaptive capacity and resilience to climate change in Bandama basin	IFAD	6 000 000	2 060 470	23 Feb. 2022	Proposal approved
Malaysia	Nature-based climate adaptation programme for the urban areas of Penang Island	UN-Habitat	10 000 000	1 500 000	23 Feb. 2022	Proposal approved
Haiti	Implementing measures for climate change adaptation and disaster risk reduction mitigation of school facilities	UNESCO	9 916 344	1 514 200	23 Feb. 2022	Proposal approved
Kyrgyzstan	Regional resilient pastoral communities Project – Adapt	IFAD	9 999 313	0	8 Apr. 2022	Proposal approved
Regional	Strengthening resilience to climate and COVID-19 shocks through integrated water management in the Sudan–Chad border area	FAO	14 000 000	0	8 Apr. 2022	Proposal approved
Trinidad and Tobago	Multisectoral climate change adaptation measures in the South Oropouche river basin for flood relief	CAF	10 000 000	0	8 Apr. 2022	Proposal approved
Total			923 508 266.19	562 265 972.82		

Note: This table does not include projects that have not yet received project approval, including (1) projects that have been submitted for approval, but not (yet) approved, (2) AFB-endorsed concepts and pre-concepts and (3) other submissions that are at the concept or pre-concept stage (i.e. have not yet been endorsed).

Table VIII.2

Breakdown of the status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2022

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value (USD)</i>
Not started	19	143 902 038
Under implementation	80	560 451 486
Completed	33	219 154 742

Table VIII.3

Active pipeline of project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund Board but not approved as at 30 June 2022

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD^a)</i>
1. Full proposals not approved: single country^b		
NIE		
Bhutan	BT FEC	9 998 955
Costa Rica	Fundecooperación	10 000 000
Niger	Agricultural Bank of Niger	9 982 000
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	2 500 000
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	4 000 000
Uganda	MoWE	2 249 000
Zimbabwe	EMA	4 989 000
MIE		
Central African Republic	IFAD	10 000 000
Subtotal		53 718 955
2. Endorsed concepts: single country^b		
NIE		
Benin (1)	FNEC	2 934 545
Benin (2)	FNEC	3 053 742
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	3 500 000
Uganda	MoWE	9 504 600
RIE		
Papua New Guinea	Pacific Community	9 908 461
MIE		
Cabo Verde	FAO	9 998 228
Nicaragua	FAO	10 000 000
North Macedonia	FAO	9 991 711
Philippines	UNIDO	5 463 643
Sri Lanka	UN-Habitat	2 000 000
Vanuatu	FAO	7 128 450
Subtotal		73 483 380
3. Not endorsed concepts: single country^b		
NIE		
Côte d'Ivoire	FIRCA	4 000 000
Honduras	CASM	4 000 000
Peru	Profonanpe	5 465 145
RIE		
Argentina	CAF	10 000 000
MIE		
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	6 811 474
Zambia	IFAD	10 000 000
Subtotal		40 276 619

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD^a)</i>
4. Full proposals not approved: regional^c		
RIE		
Belize, Guatemala, Honduras	Central American Bank for Economic Integration	13 248 121
MIE		
Antigua and Barbuda, Saint Lucia	UN-Habitat	13 996 500
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Thailand, Viet Nam	UNESCO	4 898 775
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	13 986 990
Subtotal		46 130 386
5. Endorsed concepts: regional^c		
MIE		
Cuba, Panama	FAO	14 000 000
India, Sri Lanka	WFP	13 995 524
Subtotal		27 995 524
6. Not endorsed concepts: regional^c		
RIE		
Benin, Togo	OSS	14 000 000
MIE		
Botswana, Malawi, Mozambique, South Africa, Zambia, Zimbabwe	IFAD	13 932 000
Cameroon, Central African Republic, Chad, Niger, Nigeria	WMO	10 620 000
Subtotal		38 552 000
7. Endorsed pre-concepts: regional^c		
RIE		
Benin, Togo	OSS	14 000 000
MIE		
Costa Rica, Panama	UNEP	11 900 000
Subtotal		25 900 000
8. Not endorsed pre-concepts: regional^c		
MIE		
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	WMO	13 662 862
Cambodia, Viet Nam	UNIDO	14 000 000
Subtotal		27 662 862
Total (1+2+3+4+5+6+7+8)		333 719 726

^a Funding request amounts are as in the latest submission of the proposal. Only proposals that had been endorsed by the Governments of all prospective recipient countries are included.

^b Single-country proposals submitted between 1 July 2021 and 30 June 2022 but not yet approved by the AFB or cancelled by the proponent by the end of that period.

^c Regional proposals submitted between 1 July 2021 and 30 June 2022 but not yet approved by the AFB or cancelled by the proponent by the end of that period.

Table VIII.4

Active pipeline of single-country and regional proposals for Adaptation Fund projects and programmes under development

	<i>Number submitted by NIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by RIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by MIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Total number submitted</i>	<i>Total value (USD)</i>
Single-country projects and programmes								
Concept submitted, not endorsed	7	40 969 745	1	10 000 000	3	26 811 474	11	77 781 219
Concept submitted, endorsed	5	28 992 887	2	19 908 461	6	44 582 032	13	93 483 380
Full proposal submitted, not approved	11	62 468 041	0	–	1	10 000 000	12	72 468 041
Regional projects and programmes								
Pre-concept submitted, not endorsed	0	–	0	–	2	27 662 862	2	27 662 862
Pre-concept submitted, endorsed	0	–	1	14 000 000	1	11 900 000	2	25 900 000
Concept submitted, not endorsed	0	–	1	14 000 000	1	13 932 000	2	27 932 000
Concept submitted, endorsed	0	–	0	–	2	27 995 524	2	27 995 524
Full proposal submitted, not approved	0	–	3	40 496 242	5	51 732 200	8	92 228 442
Total	23	132 430 673	8	98 404 703	21	214 616 092	52	445 451 468

Table VIII.5

Active pipeline of Adaptation Fund Medium-Term Strategy grant proposals submitted in the reporting period

	<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD)</i>
1. Full proposals not approved: enhanced direct access			
NIE			
	Rwanda	Ministry of Environment	5 000 000
Subtotal			5 000 000
2. Endorsed concepts: enhanced direct access			
NIE			
	Belize	PACT	5 000 000
Subtotal			5 000 000
3. Not endorsed concepts: enhanced direct access			
NIE			
	Peru	Profonanpe	5 000 000
	United Republic of Tanzania	NEMC	4 951 245
Subtotal			9 951 245
Total (9+10+11)			19 951 245
4. Full proposals single country not approved: large innovation projects			
NIE			
	Bangladesh	Palli Karma-Sahayak Foundation	5 000 000
Subtotal			5 000 000
5. Endorsed concepts single country: large innovation projects			

	<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD)</i>
MIE			
	Egypt	FAO	4 873 400
	Subtotal		4 873 400
6. Not endorsed concepts single country: large innovation projects			
NIE			
	Belize	PACT	4 970 000
MIE			
	Somalia	UNEP	5 000 000
	Viet Nam	IFAD	5 000 000
	Subtotal		14 970 000
7. Endorsed pre-concepts regional: large innovation projects			
MIE			
	Gambia, United Republic of Tanzania	WMO	5 000 000
	Kenya, Uganda	UNIDO	5 000 000
	Subtotal		10 000 000
	Total (12+13+14+15)		34 843 400

Response of the Adaptation Fund Board to the guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its sixteenth session and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement at its third session

[English only]

*CMP/CMA decision**AFB response*

Decision 3/CMP.16: Report of the Adaptation Fund Board for 2020 and 2021

Paragraphs 6–7

Confirms that developing country Parties to the Paris Agreement that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change are eligible for funding from the AF and *requests* the AFB to amend the relevant operational policies and guidelines of the Fund as well as its strategic priorities, policies and guidelines accordingly

Confirms that Parties to the Paris Agreement are eligible for membership on the AFB and requests the AFB to amend the relevant procedures and modalities

Paragraph 11

Requests the AFB, in line with its existing mandate and decision 1/CMP.3, to consider providing support for country-driven adaptation projects and programmes in developing countries with a view to contributing to enhancing implementation of their national adaptation plans and other voluntary adaptation planning processes

See paragraphs 71–72 of this document. The AFB considered the matter of the amendment of the Fund’s operational policies and guidelines for Parties to access AF resources and the strategic priorities, policies and guidelines at its 38th meeting and decided to conduct a survey with a view to receiving input on the proposed amendments. The AFB will continue consideration of this matter at its 39th meeting.

See paragraphs 21–26 of this document. All project and programme proposals approved by the AFB in the reporting period support country-driven adaptation projects and programmes in developing countries with a view to contributing to implementation of their national adaptation plans and other voluntary adaptation planning processes. In accordance with its operational policies and guidelines and strategic priorities, policies and guidelines, the AF mandate is to finance concrete adaptation projects and programmes that are country driven and based on the needs, views and priorities of eligible Parties. All project and programme proposals approved by the AFB have been screened for consistency with national or subnational sustainable development strategies, including, where applicable, national adaptation plans, national or subnational development plans, poverty reduction strategies, national communications or national adaptation programmes of action, or other relevant instruments, where they exist. Relevant screening questions are included in the project and programme proposal templates approved by the AFB. In addition, the proposed amendments to the Fund’s strategic priorities, policies and guidelines as per decision 3/CMP.16 include references to adaptation planning processes, national adaptation plans, nationally determined contributions, adaptation communications and other voluntary adaptation reports (see AFB document AFB/B.38/10/Add.1).

<i>CMP/CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
	See paragraph 86 of this document. In line with its mandate, the AFB is a participating organization in the UN4NAPs initiative, launched by the UNFCCC secretariat in 2021 as a platform for the LDCs and SIDS to communicate their needs for technical assistance on an ongoing basis. The AFB, through its secretariat, has attended relevant meetings between UN4NAPs partner organizations.
Paragraph 12	
<i>Notes</i> the importance of finalizing the draft resource mobilization strategy of the AF for 2021–2024 in order to encourage mobilization of resources for the AF	See paragraphs 63–69 of this document. The AFB has continued its consideration of the draft resource mobilization strategy and action plan for 2022–2025 and decided to conduct a survey of the AFB intersessionally with a view to receiving input on the draft resource mobilization strategy and action plan for consideration at its 39 th meeting (AFB decision B.38/50).
Decision 4/CMP.16: Fourth review of the Adaptation Fund	
Paragraph 2	
<i>Requests</i> the AFB to make available in its report to CMP 17 and CMA 4 information on the financial status of the AF, including information on the share of proceeds levied on first international transfers of assigned amount units and emission reduction units for Article 6 projects of the Kyoto Protocol, in accordance with decision 1/CMP.8, paragraph 21, with a view to the fourth review of the AF being finalized at the same sessions	See paragraph 73 of this document. The requested information will be provided by the AFB in the addendum to this report.
Decision 13/CMA.3: Matters relating to the Adaptation Fund	
Paragraph 9	
<i>Requests</i> the AFB to provide an update on its progress in assisting developing country Parties in meeting their adaptation commitments under the Paris Agreement	See paragraphs 30–47 of this document. According to the current MTS mission statement the AF serves the Paris Agreement by accelerating and enhancing the quality of adaptation action in developing countries by supporting country-driven projects and programmes, innovation and multilevel learning for effective adaptation. All AF activities are designed to engage, empower and benefit the most vulnerable communities and social groups; advance gender equality and the empowerment of women and girls; strengthen long-term institutional and technical capacity for effective adaptation; and build complementarity and coherence between climate finance delivery channels. The AFB is continuing its consideration of how the next MTS, for 2023–2027, can build on the current MTS and its achievements to maximize impact, including consideration of further supporting developing countries under the Paris Agreement.
	See paragraphs 15, 16 and 21–29 of this document for updates on AFB progress in supporting the accreditation of IEs and the approval and implementation of project and programme proposals to assist developing country Parties in meeting their adaptation commitments under the Paris Agreement.

Paragraph 11

Requests the AFB, in line with its existing mandate and decisions 1/CMP.3 and 1/CMP.4, to consider and provide an update on its activities and scope of support in relation to assisting developing country Parties to the Paris Agreement, including information on:

- (a) Actions in relation to needs and priorities identified in adaptation planning processes, including national adaptation plans, nationally determined contributions, adaptation communications and other voluntary adaptation reports, taking into consideration gaps and challenges faced by countries
- (b) Institutional capacity-building in countries aimed at enhancing access to the AF
- (c) Efforts to support the global goal on adaptation of enhancing adaptive capacity, strengthening resilience and reducing vulnerability to climate change with a view to contributing to sustainable development and ensuring an adequate adaptation response in the context of the global temperature goal referred to in Article 2 of the Paris Agreement

Paragraph 13

Encourages the AFB to continue its consideration of its rules of procedure in the context of serving the Paris Agreement, including after the SBI has concluded its consideration of matters related to membership of the AFB

Decision 2/CMA.3: Guidance on cooperative approaches referred to in Article 6, paragraph 2, of the Paris Agreement

Paragraph 17

Invites the AF to report in its annual reports to the CMA on funding related to participation in cooperative approaches

See chapter III of this document. The scope of support available to developing country Parties to the Paris Agreement includes all grants available for concrete adaptation projects and programmes, and other grants for innovation and learning, as well as under the Readiness Programme.

See response above to decision 3/CMP.16, paragraph 11. The AF proposal review process includes systematic screening for alignment with national adaptation planning processes and reports.

See paragraphs 15, 16 and 39 of this document for information on institutional capacity-building in countries aimed at enhancing access to the AF.

See paragraphs 30–47 of this document. In line with the mission statement under the current MTS, the AF serves the Paris Agreement by accelerating and enhancing the quality of adaptation action in developing countries. While not explicitly stated, this includes the Paris Agreement’s global goal on adaptation. The AFB has initiated consideration of how the AF contributes to the global goal on adaptation as part of its process of developing the next MTS, for 2023–2027.

See paragraph 71 of this document. The AFB considered the rules of procedure in the context of serving the Paris Agreement at its 33rd meeting, the additional meeting after its 33rd meeting and its 34th meeting and reported the outcome to CMP 15 and CMA 2. They were also considered by the AFB at its 38th meeting (see AFB document AFB/B.38/10). The rules of procedure contain a provision related to the membership of the AFB. SBI 56 considered the membership of the AFB in informal consultations but Parties were not able to agree on conclusions, so the matter has been included in the provisional agenda for SBI 57.

The AFB will include in its report to the CMA information on funding related to participation in cooperative approaches when such funding becomes available and is channelled to the AF.

Annex X

Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2022, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement¹

[English only]

I Introduction

1. This report is produced by the World Bank as trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP.
2. The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”
3. The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2022.

II. Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2022

Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations

4. Cumulative resources pledged to AF Trust Fund including CER sales proceeds amounted to USD1,473.95 million as of June 30, 2022. Of this, USD 211.80 million was received through CER sales proceeds and USD 982 million in donations, totaling cumulative receipts of USD 1,193.79 million as of June 30, 2022. Resources not yet received from Donors amounted to USDeq. 43.86 million in donations receivable under signed agreements.
5. An amount of USD 3.42 million was received from CER sales during fiscal year 2022.

Investment Income

6. As of June 30, 2022, the AF Trust Fund earned investment income of USD 41.26 million on the liquid balances in the AF Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 0.22% for fiscal year 2022.

Funding Approvals

7. Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2022 totaled USD 1,012.80 million, of which USD 929.72 million represents approvals for projects and programs.

¹ Reproduced as received from the AFB secretariat, with certain formatting modifications.

Cash Transfers

8. The Trustee has transferred a total of USD 638.91 million up to June 30, 2022, including USD 567.84 million related to projects and programs

Funds Held in Trust

9. Funds Held in Trust² reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2022 amounted to USD 593.14 million, excluding USD 3 million set aside for operational reserve.

Funds available for AF Board funding decisions

10. Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 219.25 million as of June 30, 2022.

III. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2022

In USD millions

	Total	% of Total
<u>CER Sales Proceeds, Pledges and Donations</u>		
CER Sales Proceeds	211.80	14.4%
Donations	1,025.85	69.6%
Pledges	236.30	16.0%
Total CER Sales Proceeds and Donations	1,473.95	100.0%
<u>Cumulative Resources</u>		
<u>Resources received</u>		
CER Sales Proceeds	211.80	14.0%
Donations	982.00	64.8%
Investment Income earned	41.26	2.7%
Total Resources Received	1,235.05	81.5%
<u>Resources not yet received</u>		
Donations not yet received	43.86	2.9%
Pledges	236.30	15.6%
Total resources not yet received	280.16	18.5%
Total Potential Resources (A) (in USD millions)	1,515.21	100.0%
<u>Cumulative Funding Decisions</u>		
Programs, Projects and Fees (MIE)	581.71	57.4%
Programs, Projects and Fees (NIE)	193.02	19.1%
Programs, Projects and Fees (RIE)	154.99	15.3%
Administrative Budget	83.08	8.2%
Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)	1,012.80	100.0%
Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)	502.41	
Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve	499.41	
<u>Funds Available</u>		
Funds Held in Trust with no restrictions	593.14	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	373.89	
Total Funds Available to Support AF Board Decisions	219.25	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

² Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and unencashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

IV. CER Sales and Monthly Average Price

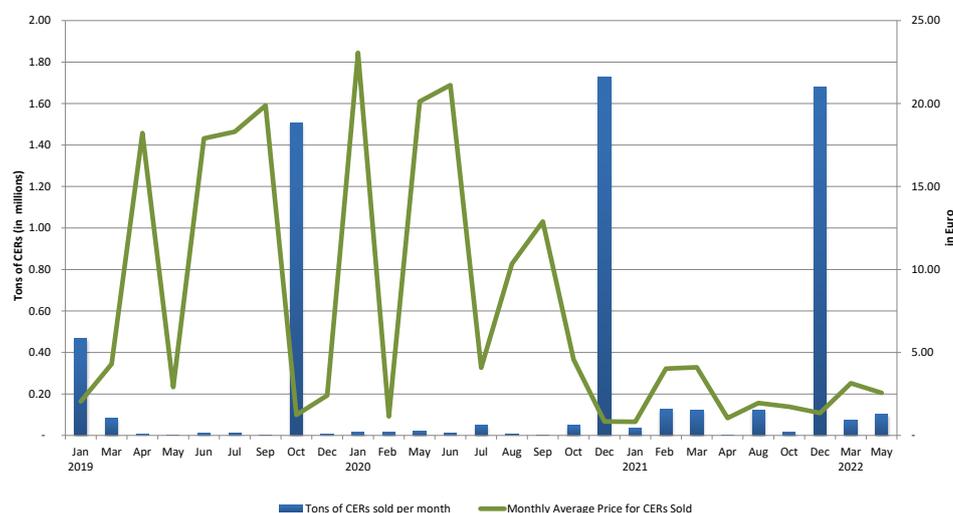
Calendar Year	CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009-2019	11,127,219	28,847,850	203.72
2020			
Q1	11,229,556	29,916	0.38
Q2	11,539,271	28,833	0.64
Q3	11,756,301	59,912	0.35
Q4	10,300,157	1,774,791	2.01
2021			
Q1	10,131,730	288,717	1.27
Q2	10,421,087	1,600	0.00
Q3	10,759,130	121,255	0.28
Q4	9,667,321	1,698,404	2.61
2022			
Q1	10,116,051	73,450	0.26
Q2	10,806,263	101,388	0.27
Total		33,026,116	211.80

a/ in registries at period-end

CER SALES PROCEEDS

11. This table shows the proceeds from CER sales received into the AF Trust Fund. See Annex for more details.

12. The Trustee has generated revenues of USD 211.80 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.



13. This chart presents the number of tons of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for a ton of CER sold between January 2019 and June 2022. During fiscal year 2022, the Trustee sold 1.99 million tons of CERs and generated USD 3.42 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2022 was EUR 1.52 or USD 1.71 per ton.

Donations (in millions)

Donor	Currency	Pledged Donation in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USD a/
Austria	EUR	0.50	0.50	0.50	0.69
Belgium	EUR	1.50	1.50	1.50	1.65
Belgium (Flanders)	EUR	11.95	11.95	11.95	13.09
Belgium (Walloon Region)	EUR	20.10	20.10	20.10	23.33
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	8.10	8.10	8.10	9.36
Canada	CAD	10.00	-	-	-
Canada (Quebec)	CAD	13.00	13.00	13.00	10.18
Corporacion Andina de Fomento	USD	0.06	0.06	0.06	0.06
European Commission	EUR	100.00	-	-	-
Finland b/	USD	0.07	0.07	0.07	0.07
Finland	EUR	12.00	12.00	12.00	14.71
France b/	USD	0.05	0.05	0.05	0.05
France	EUR	20.00	20.00	20.00	22.62
Germany	EUR	440.00	440.00	440.00	513.51
Iceland	USD	1.20	1.20	0.40	0.40
Ireland	EUR	11.20	6.20	6.20	7.06
Italy	EUR	51.00	51.00	51.00	61.01
Japan b/	USD	0.01	0.01	0.01	0.01
Japan	USD	6.02	6.02	6.02	6.02
Luxembourg	EUR	2.00	2.00	2.00	2.11
Monaco	EUR	0.01	0.01	0.01	0.01
New Zealand	NZD	3.00	3.00	3.00	1.97
Norway b/	USD	0.09	0.09	0.09	0.09
Norway	NOK	455.00	455.00	225.00	26.20
Poland	USD	1.00	1.00	1.00	1.00
Qatar	USD	0.50	0.50	0.50	0.50
Spain	EUR	78.00	48.00	48.00	60.58
Sweden	SEK	1,405.00	1,405.00	1,275.00	157.03
Switzerland b/	USD	0.08	0.08	0.08	0.08
Switzerland	CHF	38.00	38.00	31.00	32.64
United Kingdom	GBP	25.00	10.00	10.00	15.92
United Nations Foundation	USD	-	0.07	0.07	0.07
UNFCCC Secretariat	USD	20.00	-	-	-
United States	USD	50.00	-	-	-
Others	GBP	-	0.00	0.00	0.00
Others	EUR	-	0.00	0.00	0.00
Total Donations Received					982.00

a/ Represents actual USD receipts.

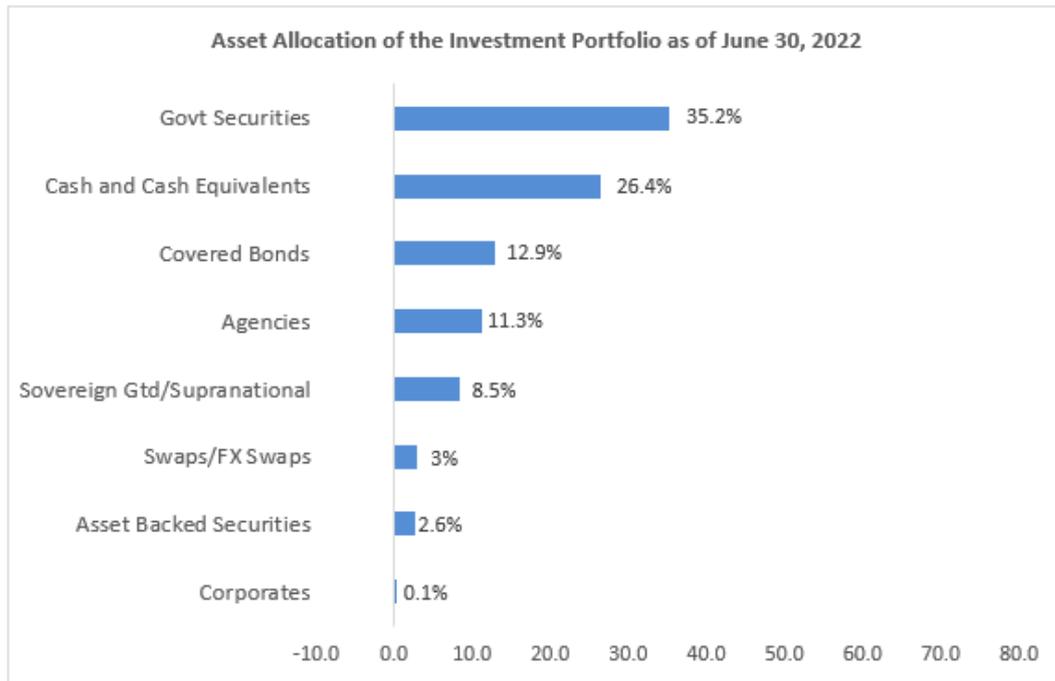
b/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

V. Asset Mix and Investment Income

A. ASSET MIX

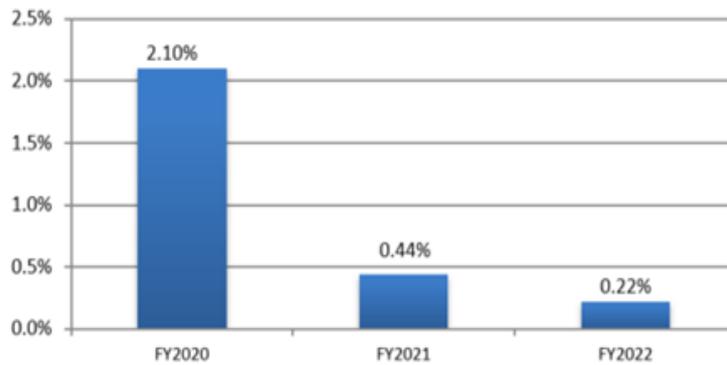
14. The undisbursed cash balance of the AF Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio ("Pool") for all trust funds managed by IBRD. Funds are managed such that the expected maximum loss, as measured by the CVaR, in the worst 1% of cases will not exceed 0.25% at the portfolio's investment horizon.

15. The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to government securities and money-market instruments.



B. INVESTMENT RETURNS

16. The AF Trust Fund liquid portfolio earned USD 41.26 million in investment income since inception. The portfolio returns during fiscal year 2022 was 0.22%.



VI. Cumulative Funding Decisions as of June 30, 2022 (breakdown by types of Implementing Entities)

(In USD Millions)

1. Programs, Projects and Fees	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE		929.72
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00	a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.38	a/	
Argentina	WB	4.22	-	-		
Armenia	EPIU	-	-	4.00	a/	
Bangladesh	UNDP	10.00	-	-		
Belize	WB	5.63	-	-		
Belize	PACT	-	-	0.10	a/ d/	
Benin	FNE	-	-	0.06	a/	
Bhutan	BTFEC	-	-	0.05	a/ d/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-		
Cambodia	UN HABITAT	5.00	-	-		
Cameroon	IFAD	9.98	-	-		
Chile	AGCI	-	-	9.99	a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-		
Congo	WFP	10.00	-	-		
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-		
Cook Islands	MFEM	-	-	3.00		
Costa Rica	FDS	-	-	10.05	a/	
Cote d'Ivoire	IFAD	6.00	-	-		
Cuba	UNDP	6.07	-	-		
Djibouti	UNDP	4.66	-	-		
Djibouti	IFAD	5.34	-	-		
Dominican Republic	IDDI	-	-	9.98	a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-		
Ecuador	CAF	-	2.49	-		
Egypt	WFP	10.00	-	-		
El Salvador	UNDP	8.48	-	-		
Eritrea	UNDP	6.52	-	-		
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99		
Fiji	UN HABITAT	4.24	-	-		
Gambia	WFP	10.00	-	-		
Georgia	UNDP	5.32	-	-		
Georgia	IFAD	4.64	-	-		
Ghana	UNDP	8.29	-	-		
Guatemala	UNDP	5.43	-	-		
Guinea Bissau	BOAD	-	9.98	-		
Haiti	UNESCO	9.92	-	-		
Honduras	UNDP	10.00	-	-		
India	NABARD	-	-	9.98	a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	9.87	a/	
Iraq	IFAD	10.00	-	-		

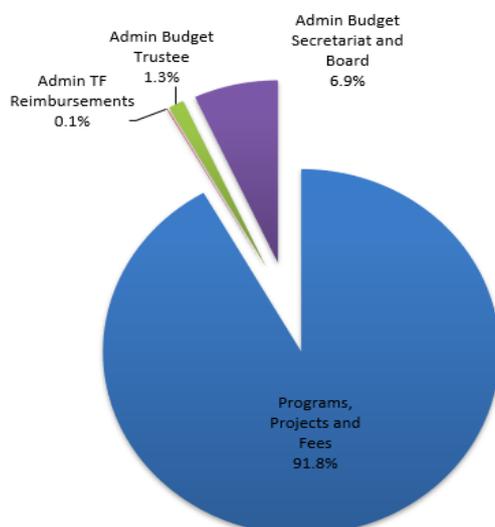
1. Programs, Projects and Fees <i>(continued)</i>	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE		929.72
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00	a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26	a/	
Kenya	NEMA	-	-	10.00		
Kyrgyz Republic	IFAD	10.00	-	-		
Lao, PDR	UN HABITAT	10.00	-	-		
Lebanon	IFAD	7.86	-	-		
Lesotho	WFP	10.00	-	-		
Liberia	IFAD	9.59	-	-		
Madagascar	UNEP	5.10	-	-		
Malawi	WFP	9.99	-	-		
Malaysia	UN HABITAT	10.00	-	-		
Maldives	UNDP	8.99	-	-		
Mali	UNDP	8.53	-	-		
Mauritania	WFP	7.80	-	-		
Mauritius	UNDP	9.12	-	-		
Micronesia	SPREP	-	9.00	-		
Micronesia	MCT	-	-	1.00	a/	
Moldova	IFAD	6.01	-	-		
Mongolia	UNDP	5.50	-	-		
Mongolia	UN HABITAT	4.50	-	-		
Morocco	ADA	-	-	10.00	a/	
Myanmar	UNDP	7.91	-	-		
Namibia	DRFN	-	-	5.11	a/ d/	
Nepal	WFP	9.53	-	-		
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-		
Niger	BOAD	-	9.91	-		
Pakistan	UNDP	3.91	-	-		
Pakistan	UN HABITAT	6.09	-	-		
Panama	FN	-	-	10.00	a/	
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-		
Paraguay	UNEP	7.13	-	-		
Peru	PROFONANPE	-	-	6.95		
Peru	CAF	-	2.94	-		
Rwanda	MINIRENA	-	-	10.10	a/ c/	
Samoa	UNDP	8.72	-	-		
Senegal	CSE	-	-	9.64	a/	
Seychelles	UNDP	6.46	-	-		
Sierra Leone	IFAD	9.92	-	-		
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-		
Solomon Islands	UN HABITAT	4.40	-	-		
South Africa	SANBI	-	-	10.00	a/	
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-		
St. Lucia	CDB	-	9.86	-		
Syria	UN HABITAT	10.00	-	-		

1. Programs, Projects and Fees	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	929.72
<i>(continued)</i>					
Tajikistan	UNDP	10.00	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Tanzania	NEMC	-	-	5.03	a/
Trinidad and Tobago	CAF	-	10.00	-	
Tunisia	IFAD	10.00	-	-	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uganda	MWE	-	-	0.09	a/ d/
Uruguay	ANII	-	-	10.00	a/
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Vietnam	UN HABITAT	6.35	-	-	
Zimbabwe	UNESCO	5.00	-	-	
Zimbabwe	EMA	-	-	0.05	a/ d/
Regional		118.39	93.06	-	a/ b/
Accreditation Support		-	-	0.94	
Technical Assistance		-	-	0.52	
Innovation & Learning		10.00	-	1.90	
	Sub-Total by IEtype	581.71	154.99	193.02	
	% Total Programs, Projects & Fees	63%	17%	21%	
2. Administrative Budget					83.08
AF Administrative Trust Fund				0.69	
Administrative Budget - Trustee				12.80	
Administrative Budget - AF Board and Secretariat				69.59	
3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)					1,012.80
a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts					
b/ Includes approved regional projects					
c/ Includes approved grant application to develop a scale-up proposal					
d/ Includes approved Project Formulation Assistance amounts					

Note: totals may not add up to due to rounding

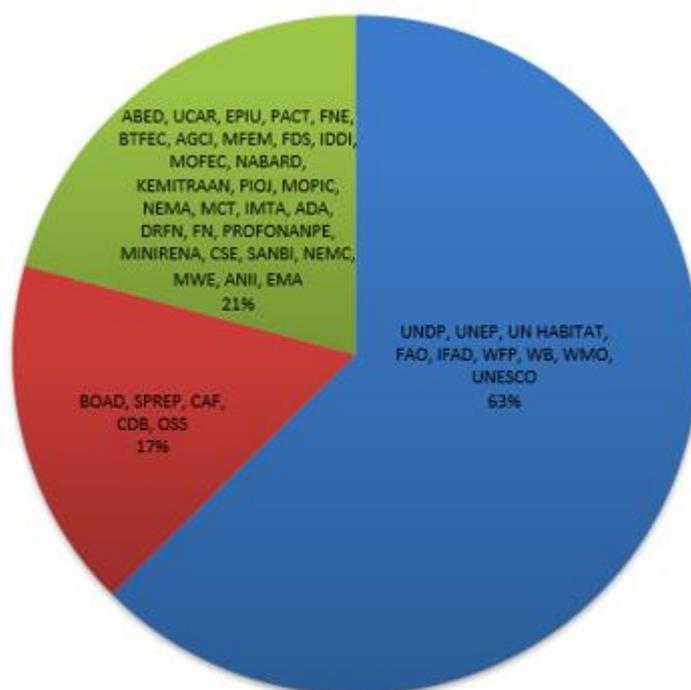
A. CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

17. Since inception to June 30, 2022, funding approvals made by the AF Board amounted to USD 1,012.80 million.



B. FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

18. Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 929.72 million.



VII. Funds Available

In USD millions

	As of June 30, 2022 (a)	As of June 30, 2021 (b)	Change since last report (a) - (b)
1. Cumulative Receipts	1,235.05	1,107.40	127.65
a. Cash receipts from CER proceeds	211.80	208.38	3.42
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	982.00	858.82	123.18
c. Investment Income earned	41.26	40.21	1.05
2. Cumulative Cash Transfers	638.91	553.29	85.61
a. Programs, Projects and Fees	567.84	491.05	76.80
b. Operational Expense	71.06	62.25	8.82
3. Funds Held in Trust (3 = 1 - 2)	596.14	554.11	42.03
4. Operational Reserve	3.00	3.00	-
5. Funding Decisions Pending Cash Transfer	373.89	355.42	18.47
6. Funds available to support AF Board funding decisions (6 = 3 - 4 - 5)	219.25	195.69	23.56

Note: sub-totals may not add up due to rounding

Annex – Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee (in EUR)	Total EUR	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-
		Exchange	80,000	13.16	1,044,000	1,519,280
	Q4	OTC	400,000	12.41	4,965,000	7,372,659
		Exchange	450,000	13.02	5,860,600	8,689,141
2010	Q1	OTC	1,300,000	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.59	4,867,200	6,734,673
	Q2	OTC	1,570,000	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.67	6,839,600	8,866,433
	Q4	OTC	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.48	6,991,500	9,511,362
2011	Q1	OTC	300,000	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.44	2,059,000	2,746,051
	Q2	OTC	500,000	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-
	Q4	Exchange	390,000	8.81	3,434,600	4,803,998
		OTC	-	-	-	-
2012	Q1	Exchange	40,000	7.79	311,400	418,332
		OTC	-	-	-	-
	Q2	Exchange	400,000	4.37	1,748,100	2,306,972
		OTC	250,000	3.67	921,500	1,158,337
	Q3	Exchange	1,681,000	3.81	6,411,770	8,251,269
		OTC	-	-	-	-
	Q4	Exchange	1,614,000	2.95	5,006,550	6,224,091
		OTC	6,000	1.05	6,300	8,027
	Q1	Exchange	959,000	1.38	1,317,480	1,698,951
		OTC	1,498,000	0.13	190,280	254,006
2013	Q2	Exchange	-	-	-	-
		OTC	144,303	0.43	62,050	82,030
	Q3	Exchange	-	-	-	-
		OTC	300,000	0.71	212,000	286,740
	Q4	Exchange	-	-	-	-
		OTC	1,800,000	0.49	868,000	1,181,238
2014	Q1	Exchange	-	-	-	-
		OTC	655,000	0.36	216,900	293,664
	Q2	Exchange	-	-	-	-
		OTC	1,478,000	0.19	259,230	335,597
	Q3	Exchange	-	-	-	-
		OTC	550,594	1.37	129,644	165,652
	Q4	Exchange	-	-	-	-
		OTC	789,680	1.35	166,494	208,182
		Exchange	-	-	-	-

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee (in EUR)	Total EUR	Actual USD
	<i>(continued)</i>					
2015	Q1	OTC	1,696,880	1.70	2,886,627	3,175,996
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	97,415	2.56	249,430	279,669
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	574,273	0.20	113,720	130,493
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,327,170	0.95	1,260,042	1,371,219
		Exchange	-	-	-	-
2016	Q1	OTC	72,135	4.16	299,802	327,512
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	65,491	6.75	442,164	499,286
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	23,988	10.93	262,117	293,240
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	286,362	0.73	208,473	223,416
		Exchange	-	-	-	-
2017	Q1	OTC	40,047	13.00	520,486	562,913
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	10,647	14.00	149,098	163,450
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,039	12.71	140,325	168,532
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	373,491	1.34	498,932	584,781
		Exchange	-	-	-	-
2018	Q1	OTC	29,450	14.05	413,633	506,386
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,468	14.26	263,435	315,047
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	3,514	14.25	50,080	58,508
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	37,403	2.72	101,580	114,445
		Exchange	-	-	-	-
2019	Q1	OTC	549,451	2.39	1,313,449	1,490,948
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,440	17.17	316,563	355,134
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,508	18.64	214,493	240,063
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,515,101	1.25	1,886,588	2,065,652
		Exchange	-	-	-	-
2020	Q1	OTC	29,916	11.34	339,331	378,092
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	28,833	20.41	588,604	641,576
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	59,912	5.03	301,524	349,949
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,774,791	0.94	1,671,840	2,014,753
		Exchange	-	-	-	-

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee (in EUR)	Total EUR	Actual USD
	<i>(continued)</i>					
2021	Q1	OTC	288,717	3.66	1,055,443	1,270,750
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	1,600	1.05	1,682	2,000
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	121,255	1.95	236,676	279,018
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,698,404	1.36	2,301,453	2,609,894
		Exchange	-	-	-	-
2022	Q1	OTC	73,450	3.15	231,305	255,484
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	101,388	2.56	259,945	273,748
		Exchange	-	-	-	-
Total			33,026,116		159,858,237	211,797,470
a/ net of EUR 10,000 exchange fees						

Glossary

Implementing Entity	Official Name of the Entity
ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperacion Internacional - Chile
ANII	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay
BOAD	West African Development Bank
BTFEC	Bhutan Trust Fund for Environment Conservation
CAF	Development Bank of Latin America
CDB	Caribbean Development Bank
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
DRFN	Desert Research Foundation Namibia
EMA	Environmental Management Agency - Zimbabwe
EPIU	Environmental Project Implementation Unit - Armenia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarrollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura - Colombia
FNE	Fonds National pour l'Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
KEMITRAAN	Partnership for Governance Reform in Indonesia
MFEM	Ministry of Finance and Economic Management – Cook Islands
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources - Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
MWE	Ministry of Water and Environment – Uganda
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority - Kenya
NEMC	National Environment Management Council - Tanzania
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PACT	Protected Areas Conservation Trust
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
WB	World Bank – International Bank for Reconstruction and Development and International Development Association
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program

Term	Definition
------	------------

Cash and Investments	The Trust Fund's share in the co-mingled cash and investment pool.
Cash Contribution	Contribution or Instalment provided in the form of cash, including promissory note encashments
Cash Transfer	Cash payment made to an Implementing Partner under a Financial Procedures Agreement
Contribution	The funds provided and to be provided by a Contributor to a Trust Fund, as specified in the Contribution Agreement/Arrangement, or in the Instrument of Commitment
Contribution Agreement/Arrangement	An agreement or arrangement between a World Bank entity, as Trustee, and a Contributor, setting forth specific terms for the receipt and use of a specific Contribution for a specific Trust Fund
Contribution Paid-In	Contribution or Instalment provided in the form of cash, Promissory Note or other instruments acceptable to the Trustee
Contribution Receivable	Any portion of a Contribution that is not a Qualified Contribution to be received in the form of Cash or Promissory Note.
Financial Intermediary Fund (FIF)	Financial arrangements that leverage a variety of public and private resources in support of global development initiatives and partnership. These Funds involve financial engineering or complex finance schemes, or where the Bank provides a specified set of administrative, financial or operational services
Financial Procedures Agreement	An agreement or arrangement between a World Bank entity, as Trustee, and Partner Entity for the commitment and transfer of funds by the Trustee to the Partner Entity under terms that do not involve Bank responsibility post-transfer
Funding Availability	Assets available to support funding decisions, as calculated under a specific basis of commitment.
Funds Held in Trust	Cash and Investments plus unencashed Promissory Note balance
Implementing Entity (IE)	Any agency receiving funds from a FIF, which is responsible for managing those funds for project activities as approved by the governing body
Investment Income	Returns (realized and unrealized) on cash and investments, allocated to individual Trust Funds
Pledge	A Contributor's expression of its intention to make a Contribution
Promissory Note (if applicable)	A document consisting of a promise to pay that is non-interest bearing and payable on demand